



Rentrée scolaire 2017- 2018

## Les principales nouveautés

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, annonce des changements pour la rentrée scolaire 2017-2018. D'abord, la prise en charge effective de la formation, selon les normes académiques requises, de l'ensemble des enseignants des trois paliers de l'enseignement et ce, dès le mois de juillet prochain. Mais aussi des nouveautés pour l'édition des nouveaux manuels scolaires.

Page 4

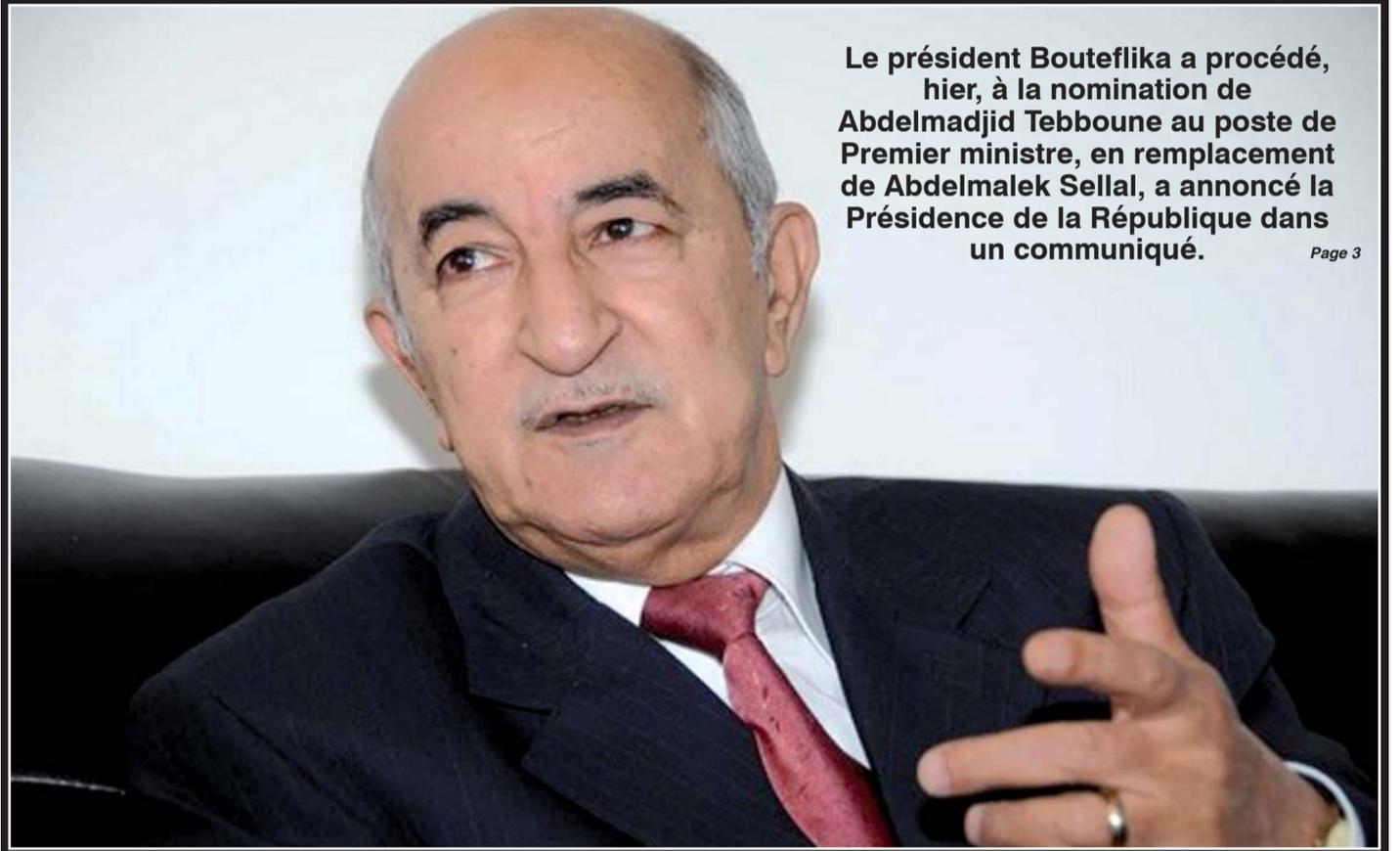
Visa Schengen

## L'ambassade de France facilite l'avancement du rendez-vous

Page 3

Le nouveau gouvernement annoncé incessamment

# Abdelmadjid Tebboune nommé Premier ministre



Le président Bouteflika a procédé, hier, à la nomination de Abdelmadjid Tebboune au poste de Premier ministre, en remplacement de Abdelmalek Sellal, a annoncé la Présidence de la République dans un communiqué.

Page 3

Après son refus d'entrer au gouvernement

## Les vraies motivations du MSP

Page 2



Les collectivités locales face à la crise financière

## Comment dépasser le sentiment d'impuissance ?

APC et, en même temps, les Assemblées populaires de wilaya (APW).

Ces deux scrutins interviennent dans un contexte particulier, loin de la situation des élections de 2012. Si l'adoption de la nouvelle Constitution en février 2016 constitue un pas dans les réformes politiques, le contexte économique et social se présente, quant à lui, sous un jour nouveau, nettement moins favorable. En effet, la crise des revenus pétroliers, qui boucle d'ici deux mois trois années de chute progressive, mais sévère, des prix de l'or noir sur les marchés internationaux, est en train de déteindre sur l'ensemble des segments de la vie économique et de diffuser insidieusement le souffle des remises en cause au niveau de toutes les articulations de la pyramide institutionnelle du

pays A cela s'ajoute une saison agricole qui annonce déjà ses résultats peu réjouissants dans la production céréalière, en raison d'une sécheresse qui a affecté la période la plus sensible du développement végétatif de cette culture.

Autrement dit, le mouvement d'importation des céréales - besoin incompressible - va continuer dans le climat de la morosité des recettes extérieures. Outre les mesures dites de «rationalisation» budgétaire prises dans le cadre des lois de finances 2016 et 2017, le gouvernement prépare l'avant-projet de la loi de finances 2018 avec un esprit de continuité, voire de plus grande austérité, particulièrement pour ce qui est relatif aux dépenses de l'administration publique.

Page 5

Immobilier

## La recette pour stabiliser les prix

Les prix exorbitants de l'immobilier en Algérie sont un obstacle majeur. Une révision et réorganisation de ce secteur s'imposent pour pouvoir donner la possibilité aux Algériens d'acquérir des biens immobiliers avec des prix raisonnables, ont recommandé les experts et agents immobiliers participant aux premières journées de sensibilisation immobilière, tenues à Alger.

Page 3



Par Saâd Taferka

Après l'élection d'une nouvelle Assemblée populaire nationale (APN), à laquelle ont participé un grand nombre de présidents d'Assemblées populaires communales (APC) - certains ont accédé ainsi au statut de députés - les prochaines échéances électorales sont les locales de novembre prochain qui toucheront justement les



Après son refus d'entrer au gouvernement

# Les vraies motivations du MSP

Pour le président du MSP, l'invitation à intégrer le gouvernement visait à empêcher son parti de grandir et de s'affirmer comme l'alternative qui présidera demain aux destinées du pays. Trop ambitieux ?



Par Nabil Benali

Entre les motivations du Majliss Echoura où l'aile de l'actuel président Abderrezak Makri est finalement la plus puissante et les raisons invoquées par l'aile d'Abou Djerra Soltani, deux analyses se sont confrontées avant la réponse négative du MSP à l'invitation de réintégrer le gouvernement. Ce n'est pourtant pas une mince affaire ni une qui soit secondaire que de bien comprendre vers quoi nous mène cet épisode qui, au vu de la réponse négative du parti islamiste, aura d'importantes conséquences sur la scène politique. Pourquoi et qu'aurait signifié le retour du MSP au gouvernement ? Tout bonnement la fermeture de la parenthèse ouverte en 2012 dans le sillage de l'éclatement du « Printemps arabe ». Le MSP avait brutalement quitté l'Alliance présidentielle et rompu avec le FLN et le RND pour composer l'Alliance verte avec deux autres partis islamistes (Ennahda et El Islah). Cette dernière alliance islamiste ayant perdu les législatives de 2012, le MSP a poursuivi ensuite sa ligne d'opposition en intégrant le Cntd, puis l'Isco, où il a tout tenté aux côtés de différents partis d'opposition avant d'échouer à influencer sur

la décision politique dans le pays. Cette ligne-là a un visage et un nom, c'est l'actuel président Abderrezak Makri. Proche du défunt Mahfoud Nahnah, au même titre que l'étaient Menasra et Soltani, il représentait l'aile la plus dure qui, en raison de la politique participationniste initiée par le fondateur du Hamas algérien, a toujours été maintenue en retrait. M. Makri a été président du groupe parlementaire du MSP, mais n'était pas vraiment en première ligne. Il eut son quart d'heure warholien lorsqu'il fut envoyé par le parti pour défendre la candidature de Nahnah, empêché de se présenter à l'élection présidentielle de 1999 pour une affaire d'attestation de moudjahid que le défunt a toujours dit détenir. Bref, A. Makri avait lancé au JT de 20h son fameux « Wallah ma terhouha », consolidant ainsi sa stature de chef de file de l'aile dure qui, une décennie plus tard, allait être propulsé par les instances du parti comme le président à même de gérer la ligne d'opposition que le MSP poursuit depuis cinq ans. Mais cette ligne a aujourd'hui prouvé ses limites. Même si le MSP (qui a réabsorbé l'aile Menasra et soigné cette vieille fracture) a récupéré sa 3<sup>e</sup> position derrière le FLN et le RND et a pris sa revanche sur Amar Ghoul, il est

désormais forcé d'admettre son échec politique que quelques sièges parlementaires n'effaceront pas. Et ce constat d'échec a une justification toute simple. On ne peut pas, des années durant, parler de crise majeure, demander le changement du pouvoir et même crier à la vacance du pouvoir, puis rentrer dans le rang au premier scrutin venu et aller sagement aux élections législatives, sans avoir jamais rien obtenu, sans qu'il se soit produit le moindre changement notable dans le régime ou dans le système politique dans son ensemble. L'Algérie de 2012 est la même que celle de 2017, même si des commentateurs pensent que les soucis de santé du Président Bouteflika ont une quelconque influence sur la vie nationale. Certes, ce n'est plus le même homme, mais politiquement le rapport de force est inchangé et le fonctionnement institutionnel (prise de décision, gestion du pays, etc), tout cela est immuable. De 2012 à 2017, le MSP s'est donc discrédité par une succession de revirements trop brutaux; au mieux, il fait du surplace ! Logiquement, après avoir accepté d'aller aux élections qu'organise « ce pouvoir en crise et vacant », il aurait dû aller jusqu'au bout et rentrer tête baissée au bercail, comme le pense et le réclame Abou Djerra Soltani. Comme le

pense le pouvoir aussi. On l'a écrit ici plusieurs fois par le passé, plusieurs pas ont été faits dans ce sens par les autorités, dont le plus évident a été l'éviction de Amar Ghoul du gouvernement. Cela pouvait être une exigence formulée par un moyen ou un autre par le MSP ou une invitation en soi ainsi exprimée, mais il est une évidence que le MSP n'accepterait jamais de siéger dans un gouvernement où se trouverait le moindre représentant de TAJ, au vu du passif que l'on connaît entre les deux formations. L'autre élément plaçant en une volonté du pouvoir de voir le MSP réintégrer le gouvernement, ce sont les recommandations pleines de bon sens des agences de coopération internationale, et notamment le FMI et la Banque mondiale, selon lesquelles il serait préférable d'avoir un gouvernement le plus représentatif qui soit afin de conduire des réformes économiques socialement coûteuses.

En tout cas, le MSP dont le président a dénoncé la fraude aux dernières élections législatives, a néanmoins semblé très satisfait de son score, qui le place, à défaut de première force politique, dans la position respectable de premier parti d'opposition. Ce n'est pas rien. Et Abderrezak Makri l'a parfaitement bien compris. N'est-ce pas lui, au lieu de Abdelmalek Sellal, qui a

révélé l'invitation faite au MSP de revenir au gouvernement ? S'il l'a fait, avec l'arrière-pensée de décliner l'invitation, ce n'est pas seulement pour donner davantage d'éclat à sa réponse, de préparer l'opinion à la réunion du Majliss Echoura et de laisser les journalistes dans l'attente d'un communiqué. Le but recherché est de démontrer que, malgré leur écrasante majorité, le FLN et le RND ne peuvent pas gouverner sans lui. Et rien que pour cela, il estime qu'il a droit à un partage du pouvoir, un vrai.

Ce ne sera pas le cas bien entendu et finalement, le MSP n'ira pas au gouvernement. Ses dirigeants nous ont donné un chapelet de raisons pour dire que les conditions n'étaient pas réunies. La seule question qui vaille le coup, c'est la raison principale d'un tel choix : considère-t-il qu'avec la crise économique, il serait grand perdant d'endosser les décisions impopulaires à venir ? Estime-t-il plutôt, et c'est plus profond, qu'il a plus à gagner en restant dans l'opposition et que, tôt ou tard, le changement qui a touché d'autres pays arabes, viendra finalement en Algérie et qu'alors il vaudra mieux être du bon côté de la barrière ? Ce n'est pas la même chose de différer une alliance et de la rejeter pour toujours.

Ce n'est pas pareil quand on cherche le moyen le moins coûteux de composer avec le pouvoir et lorsqu'on considère qu'on représente soi-même l'alternative qui finira par triompher. On en saura davantage suivant le ton qu'adoptera le MSP vis-à-vis des autorités et en observant un éventuel recentrage dans ses positions. Cela aiderait à y voir plus clair.

En attendant, on a la preuve que Abderrezak Makri, qui écrit beaucoup et publie pas mal de contributions ces derniers temps sur le site Internet du parti, connaît très bien l'importance idéologique d'une alliance entre les nationalistes et les islamistes en Algérie. Une alliance de cette nature représente la Réconciliation nationale portée à sa dimension idéologique qui, elle, transcende les organisations et les appareils. En refusant cette alliance, l'aile qui dirige le MSP aujourd'hui démontre qu'elle est l'héritière idéologique de l'islamisme tel qu'il est né et s'est développé chez nous. Un courant qui continue de penser que les nationalistes ont échoué, qu'ils n'ont aucune base populaire et que c'est à son tour de diriger le pays.

N. B.

Elu président de l'APN

## Bouhadja plaide pour «l'attachement» au dialogue

Le président élu de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja a plaidé mardi pour «l'attachement» au dialogue et au débat démocratique en vue d'enrichir le système législatif dans un climat empreint de confiance.

«Au moment où nous nous acquittons de cette mission nationale, nous devons tous nous attacher au dialogue et au débat démocratique en vue d'enrichir le système législatif et ce, dans un climat de confiance et d'échange», a indiqué M. Bouhadja dans une allocution à l'issue de son élection à la présidence de l'APN, avant de relever qu'«en dépit de la différence de nos convictions

politiques et idéologiques, nous sommes tenus de travailler ensemble pour faire de cette Assemblée une tribune pour l'exercice de la démocratie et une instance soutenant les réformes institutionnelles».

L'Assemblée doit être «un espace ouvert au dialogue et l'initiative et un oeil vigilant sur l'action gouvernementale au service du peuple et du pays», a ajouté M. Bouhadja, relevant l'impératif de renforcer la relation avec les citoyens et d'être à l'écoute de leurs préoccupations et aspirations, appelant les députés par la même occasion à «suivre le développement de la vie politique et économique et le contrôle populaire de l'action

gouvernementale à travers les mécanismes prévus par la Constitution».

Le nouveau président de l'APN s'est engagé à «être ouvert à tous les avis et propositions de nature à améliorer l'action de l'Assemblée tout en respectant les dispositions de la Constitution et de la loi régissant les relations entre les deux chambres du Parlement et le gouvernement» en vue de «réaliser la complémentarité et la cohésion».

Dans le but d'«accélérer» l'installation des instances de l'Assemblée, bureau et commissions, M. Bouhadja a révélé qu'«il mènera des concertations avec les représentants des groupes parlementaires, en

vue d'arrêter le calendrier» des travaux de l'Assemblée au cours des prochains jours.

La confiance placée par le peuple en les députés qui, à leur tour, ont, en fait, de même en le choisissant comme président de l'APN, met «tout le monde devant de grandes responsabilités», dans une conjoncture «difficile, sensible et complexe sur les plans régional, international, politique, économique et stratégique» a-t-il dit, affirmant à ce propos, qu'en collaborant et à travers «une concertation permanente, nous pourrions relever les défis et mener à bien notre mission».

H. L.

# ÉVÈNEMENT

## Le nouveau gouvernement annoncé incessamment

# Abdelmadjid Tebboune nommé Premier ministre

**Le président Bouteflika a procédé, hier, à la nomination de Abdelmadjid Tebboune au poste de Premier ministre, en remplacement de Abdelmalek Sellal, a annoncé la Présidence de la République dans un communiqué.**



Par Massi Salami

« **A** la suite de la proclamation par le Conseil constitutionnel, des résultats définitifs des élections législatives, et de l'installation de la 8<sup>ème</sup> législature de l'Assemblée populaire nationale, M. Abdelmalek Sellal, Premier ministre a présenté ce jour (hier, Ndlr) à Son Excellence, M.

Abdelaziz Bouteflika, président de la République, sa démission et celle du gouvernement», a précisé le communiqué de la Présidence de la République.

«Le Président de la République a félicité M. Abdelmalek Sellal, Premier ministre sortant et les membres du gouvernement pour le travail qu'ils ont accompli», a souligné la même source.

«Conformément à l'article 91, alinéa 5 de la Constitution, M. Le Président de la République, a, après consultation de la majorité parlementaire, nommé M. Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre», a indiqué le communiqué. «Le chef de l'Etat a également chargé les membres du gouvernement démissionnaire de vaquer aux affaires courantes de leurs secteurs respectifs, en

attendant la nomination du gouvernement», a souligné la même source. Des sources médiatiques ont affirmé que le staff gouvernemental sera annoncé dans les prochaines heures. Le prochain gouvernement devrait être composé de cinq partis politiques, à savoir le FLN, le RND, TAJ, le MPA ainsi que le Front El Moustaqbel de Abdelaziz Belaïd. Le Mouvement de la société pour la paix (MSP), approché par le désormais ex-Premier ministre, a décliné l'offre d'intégrer l'Exécutif. La prochaine équipe gouvernementale est appelée à gérer une conjoncture des plus délicates, induite par la chute des prix du pétrole et leur retombée sur l'économie nationale. Face à des exigences sociales importantes et une baisse drastique des rentes de pétrole, le prochain gouvernement se trouve, certes confronté à une équation des plus difficiles, mais pas impossible. Des mesures, notamment sur le plan économique, ont été déjà prises pour faire face à cette situation. Si la volonté politique existe, le défi est, néanmoins, de traduire les engagements pris en actions concrètes. Des actions dont l'objectif premier est de diversifier l'économie, créer de l'emploi, encourager l'exportation hors hydrocarbures, mais aussi, assurer la continuité de l'action sociale de l'Etat dans les volets liés à la santé, le logement, les subventions, etc. Tout compte fait, le pays dispose d'une marge de manoeuvre lui permettant de bien gérer cette nouvelle donne. D'où la nécessité de miser sur l'efficacité, dans le cadre des réformes déjà engagées afin de faire aboutir les grands chantiers lancés dans différents secteurs. **M.S.**

## Visa Schengen

### L'ambassade de France facilite l'avancement du rendez-vous

Par Sofiane Aït Mohamed

Après tout ce qui a été écrit et dit à propos de la gestion par TLS Contact des dossiers de visa Schengen délivrés par la France, l'ambassade de France en Algérie a réagi hier en apportant quelques précisions, notamment en ce qui concerne «l'avancement» des rendez-vous.

Ainsi, cette représentation diplomatique a indiqué hier que les personnes disposant déjà d'un rendez-vous obtenu auprès de TLS Contact, pour l'obtention d'un visa Schengen délivrés à Alger, et devant l'avancer pour une raison «impérative», peuvent adresser une requête, par le biais d'un courrier électronique. «Afin d'apporter une réponse adaptée aux demandes urgentes d'avancement de rendez-vous, les personnes qui disposent déjà d'un rendez-vous obtenu auprès de TLS Contact, mais qui doivent l'avancer pour une raison impérative, peuvent adresser une requête, par courrier électronique, à l'adresse suivante: [visas.alger-cslt@diplomatie.gouv.fr](mailto:visas.alger-cslt@diplomatie.gouv.fr)», a précisé un communiqué de l'ambassade, indiquant que «le consulat général à Alger s'emploie à normaliser cette situation».

Cependant, il est souligné que les demandes en question doivent présenter un caractère «humanitaire ou médical, professionnel ou relevant des obligations internationales de la France». «Elles devront impérativement être accompagnées de pièces justificatives et seront traitées en priorité, dans les meilleurs délais possibles», a expliqué le communiqué. Il est indiqué également, que les personnes qui rencontrent des difficultés pour obtenir un rendez-vous sur le site internet de TLS Contact peuvent solliciter l'assistance informatique du prestataire via le site Web en choisissant la rubrique «nous contacter: <https://fr.tlscontact.com/dz/alg/inquiry.php>». «Le service des visas du consulat général à Alger ne recevant pas de public, il est en revanche inutile de se déplacer pour obtenir un rendez-vous ou une demande d'avancement de rendez-vous», a ajouté le communiqué. A l'approche de la saison estivale, un nombre très élevé de demandes de visas remplit le planning en ligne du prestataire TLS Contact au maximum de sa capacité sur les six prochains mois, relève la même source. Toutefois, «les créneaux pour les prises de rendez-vous continuent d'être ouverts chaque jour et se libèrent au fur et à mesure de la progression du calendrier, mais en nombre limité par les capacités de traitement. La prise de rendez-vous reste cependant une étape obligatoire». Il faut souligner que des retards énormes dans la prise de rendez-vous allant parfois jusqu'à quatre ou cinq mois, ont été signalés. Les demandeurs ne trouvant pas de «créneaux», recourent à d'autres «méthodes» pour prendre rapidement rendez-vous. Certains, notamment sur la presse et les réseaux sociaux ont évoqué un «trafic» au niveau de TLS Contact. **S. A. M.**

## Bio-express

Abdelmadjid Tebboune a occupé plusieurs postes ministériels durant sa longue carrière, dont le dernier était celui de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

M. Tebboune, qui est également membre du Comité central du parti du Front de libération nationale (FLN), est né le 17 novembre 1945 à Mechria (wilaya de Naâma), est diplômé de l'Ecole nationale d'administration (ENA), spécialité économie et finances (1965-1969). Durant sa carrière, le nouveau Premier ministre a occupé les postes de ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, chargé des collectivités locales (1991-1992), ministre de la

Communication et de la Culture (1999), ministre des Collectivités locales (2000-2001) et ministre de l'Habitat et de l'urbanisme (2001-2002). En 2012, il revient au ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. Son département ministériel est élargi en 2013 à la Ville.

M. Tebboune, marié et père de cinq enfants, a assuré depuis janvier dernier l'intérim du ministère du Commerce suite à l'absence prolongée pour maladie du défunt Bakhti Belaïb. Avant d'occuper des postes ministériels, il a été secrétaire général des wilayas de Djelfa, Adrar, Batna et M'sila et wali d'Adrar, Tiaret et Tizi Ouzou. **R. N.**

## Immobilier

# La recette pour stabiliser les prix

Par Rachid Chihab

Les prix exorbitants de l'immobilier en Algérie sont un obstacle majeur. Une révision et réorganisation du ce secteur s'imposent pour pouvoir donner la possibilité aux Algériens d'acquérir des biens immobiliers avec des prix raisonnables, ont recommandé les experts et agents immobiliers participant aux premières journées de sensibilisation immobilière, tenues à Alger. Ces derniers ont souligné l'importance de maîtriser les méthodes et techniques d'évaluation immobilière pour mettre fin aux prix exorbitants et stabiliser, par conséquent, le marché immobilier en Algérie.

Les intervenants, lors de cet événement organisé par la Fédération nationale des agences immobilières (Fnai) et le portail Internet des annonces immobilières Lkeria.com, ont insisté, notamment sur la nécessité de s'appuyer sur des critères scientifiques pour professionnaliser ce domaine et contrecarrer les évaluations erronées des intermédiaires illégaux. Ces derniers précisant-le, achètent tous les biens immobiliers à vendre qu'ils revendent à des prix très élevés sans même passer par une agence immobilière.

Pour régler ce problème, les experts proposent la création d'un fichier national des données relatives à l'évaluation immobilière,

couvrant les différentes localités du pays, qui sera actualisé périodiquement et servira de base référentielle de calcul. «L'évaluation est un acte fondateur qui joue un rôle majeur dans la stabilisation et la régulation du marché et la résorption de la spéculation, l'instauration d'un climat de confiance entre agences et clients», a estimé le directeur du portail Lkeria.com, Lotfi Ramdani.

De son côté, l'expert Abderrahmane Benyamina a indiqué que l'évaluation immobilière reposait sur plusieurs facteurs juridiques, économiques, physiques et sociologiques, appelant à faire la différence entre la «valeur» qui représente une fourchette établie à partir des critères

rigoureux et le «prix» qui est le montant encaissé circulant à l'intérieur de cette fourchette et qui est déterminé à partir d'une négociation entre le vendeur et l'acheteur.

L'expert a rappelé, dans ce cadre, que l'agent immobilier prenait en considération, notamment l'emplacement du bien immobilier, son état, sa surface ainsi que les commodités et équipements autour de ce bien, pour arriver à une valeur justifiée dans le marché immobilier.

Par ailleurs, le président de la Fnai, Abdelhakim Aouidat a fait savoir que le décret 09-18 régissant l'activité de l'agent immobilier faisait actuellement l'objet d'une révision au niveau du gou-

vernement.

Dans ce cadre, les représentants de quatre ministères (Habitat, Commerce, Justice et Finances) se sont réunis récemment pour étudier la faisabilité du passage obligatoire par une agence immobilière pour toutes les transactions, y compris entre particuliers, selon les explications de M. Aouidat. «Cette mesure, en cours de réflexion, permettra de faire face aux parasites du marché immobilier et le maîtriser à travers des données statistiques fiables», a-t-il déclaré. Elle permettra également de lutter contre la sous-déclaration des prix et aussi contre l'escroquerie qui fait des victimes. **R.C.**

Rentrée scolaire 2017- 2018

# Les principales nouveautés

**La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, annonce des changements pour la rentrée scolaire 2017-2018. D'abord, la prise en charge effective de la formation, selon les normes académiques requises, de l'ensemble des enseignants des trois paliers de l'enseignement et ce, dès le mois de juillet prochain. Mais aussi des nouveautés pour l'édition des nouveaux manuels scolaires.**



Par Karima Nacer

**N**ouria Benghebrit, fait état d'un vaste programme d'action pour la prochaine rentrée scolaire, dont la formation des enseignants et l'édition des nouveaux manuels. «A travers cette refonte, nous voulons une Ecole de qualité qui préserve l'équité et l'égalité des chances à l'ensemble des enfants pour l'accès à un enseignement de qualité, pertinent, efficient et inclusif», explique Benghebrit en marge du coup d'envoi officiel des épreuves de fin de cycle primaire de la session 2017. Elle annonce, en outre, la tenue prochaine d'une rencontre avec les partenaires sociaux pour l'élaboration de plusieurs documents inhérents à une meilleure prise en charge de l'Ecole algérienne, notamment la mise à jour du règlement intérieur des établissements des trois paliers de

l'enseignement, de même que la poursuite des actions et opérations de refonte du secteur dans le but d'une modernisation globale du secteur

Hier, plus de 760 000 élèves répartis sur plus de 13 000 centres d'examen ont passé les examens de fin de cycle primaire. Le coup d'envoi de ces épreuves devant permettre aux élèves d'accéder au cycle moyen a été donné dans la wilaya de Béchar par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit. Pour la deuxième année consécutive, l'examen s'est déroulé au sein de leurs écoles. La raison ? Dans l'objectif de les mettre à l'aise du point de vue psychologique, que les candidats passeront cet examen au sein de leurs établissements et ce, pour la deuxième fois consécutive pour ne pas déstabiliser et perturber l'élève. Pour les enseignants devant assurer l'encadrement, ils

se déplaceront dans les centres d'examen autres que ceux où ils enseignent. Les élèves ont été examinés dans trois matières, à savoir la langue arabe, les mathématiques et la langue française. Au premier jour des épreuves, la majorité des candidats ont indiqué que les sujets étaient abordables et à la portée de tous. C'est dans une ambiance de joie qui s'est mêlée au trac que les candidats à l'examen de 5<sup>ème</sup> année, s'étaient rendus très tôt aux centres d'examen. Les épreuves de langue arabe et de mathématiques étaient faciles. L'après-midi, à 15 h, les jeunes candidats ont composé sur un sujet de français. Même réplique : le sujet est à la portée de tout le monde. Cet examen a enregistré cette année une hausse de 55 192 candidats par rapport à la session précédente, selon le ministère de l'Education nationale. Les candidats, encadrés par

160 880 enseignants. La ministre s'est félicité des conditions réunies pour le déroulement de ces examens à travers le territoire national, avec la contribution de différents secteurs d'activités, des services de la santé et ceux de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationales. Les résultats de l'examen de fin de cycle primaire seront annoncés le 9 juin. Le commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place un plan de sécurité spécial pour les examens de fin d'année (les trois cycles confondus) en assurant tous les moyens humains et matériels pour le bon déroulement des épreuves à travers les 48 wilayas. La direction générale de la Sûreté nationale a mobilisé 38 697 agents d'intervention et 1 914 ambulances ainsi que 1 092 voitures de la Protection civile dans le cadre d'un dispositif sécuritaire spécial. **K. N.**

Ramadhan

## Les liquidités disponibles dans les bureaux de poste

Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer la disponibilité des liquidités durant le mois sacré de Ramadhan à travers l'ensemble des bureaux de Poste du pays, indique mardi Algérie Poste dans un communiqué.

«En prévision du mois sacré du Ramadhan, Algérie Poste, fidèle à son engagement de satisfaire la demande des citoyens à travers tout le pays, a pris les mesures nécessaires afin d'assurer la disponibilité des liquidités à travers l'ensemble des bureaux de poste réparties sur les 48 wilayas», affirme l'entreprise publique.

En sus de l'organisation mise au point pour un meilleur approvisionnement des bureaux de poste ainsi que des distributeurs automatiques de billets (DAB), l'entreprise indique travailler «en étroite collaboration avec les services de la Banque d'Algérie ainsi qu'avec les autorités locales, afin d'assurer l'alimentation des bureaux de poste en fonds».

Algérie Poste relève, par ailleurs, que l'opération de distribution des cartes de paiement électronique Edahabia va se poursuivre, «sachant que 2 millions de cartes sont déjà mises en circulation, lesquelles seront utilisables progressivement au niveau de tous les DAB dont le nombre s'élève à 1 200 actuellement». L'entreprise précise, à cet égard, que l'opération de passage vers la nouvelle génération de DAB «sera entièrement achevée d'ici la mi-juillet», ce qui permettra ainsi l'utilisation de la nouvelle carte Edahabia dans tous les distributeurs à l'échelle nationale. Algérie Poste invite les porteurs de l'ancienne carte de retrait à faire leur demande afin qu'ils puissent bénéficier des avantages que procure la nouvelle carte, assurant que l'opération de délivrance de la nouvelle carte dure 15 jours seulement à partir de la date de demande formulée via le site Web Internet de l'entreprise. **R. N.**

Port d'Alger

## Moins de navires accueillis au 1<sup>er</sup> trimestre 2017

**L**e port d'Alger a accueilli un nombre total de 500 navires au premier trimestre de 2017 contre 546 durant la même période de 2016, une baisse de l'ordre de 8,42%, apprend-on auprès de l'Entreprise du port d'Alger (Epal).

Le mouvement de la navigation au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017 a montré une prédominance des porte-conteneurs avec un nombre de 270 navires, soit 58% du nombre total des navires opérants, suivis des tankers à hydrocarbures qui ont affiché une proportion de 15%. Par ailleurs, il est constaté que les marchandises débarquées (composées surtout des importa-

tions) ont représenté 83% du trafic total, en baisse de 1,7% par rapport aux trois premiers mois de 2016.

Ceci s'explique essentiellement par un recul du volume des minéraux, des matériaux de construction et de produits pétroliers débarqués.

Concernant les marchandises embarquées, elles ont marqué une hausse de 11,6%, en totalisant un volume de 512,5 tonnes.

Quant au transport maritime des voyageurs, il a été enregistré un transit, par la gare maritime du port d'Alger, de 27 444 passagers au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année en cours

contre 18 573 passagers à la même période de 2016, une hausse de près de 48%.

Les véhicules accompagnés des passagers ont également affiché une forte augmentation en passant à 17 980 véhicules contre 11 752 véhicules, en rebond de 53% entre les deux périodes comparées.

Sur le plan de rendement portuaire, la durée d'attente moyenne des navires en rade au port d'Alger s'est rétrécie en passant de 2,01 jours au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 à 1,56 jours à la même période de 2017. Les navires qui ont enregistré le moins de séjours en rade

sont les cargos (moyenne de 0,5 jour), les porte-conteneurs de l'Entreprise du port d'Alger (0,84 jour), les cimentiers (0,93 jour), les huiliers (1,43 jour), les porte-conteneurs de Dubaï DPW (1,54 jour) et les bitumiers (1,7 jour).

Par contre, les plus longs séjours ont été marqués par les céréaliers (moyenne de 6 jours), les navires transportant les fers et tubes (4,4 jours), les butaniers (3,8 jours) et les pétroliers (2,9 jours).

Pour ce qui concerne le séjour moyen des navires à quai, il a légèrement reculé en passant de 3,92 jours au 1<sup>er</sup> trimestre de 2016 à 3,51

jours au même trimestre de l'année en cours.

Les séjours à quai les plus courts ont été connus par les carferries (moyenne de 0,6 jour) et les huiliers (0,95 jour) et les porte-conteneurs de l'Entreprise du port d'Alger (2,9 jours), alors que les navires qui ont séjourné à quai avec des durées longues sont essentiellement les navires transportant les verres et tubes (16 jours), les céréaliers (8,7 jours), les butaniers (5 jours), les porte-conteneurs de Dubaï DPW (4,2 jours) et les navires de transport de bétail (3,9 jours).

**G. L.**

Les collectivités locales face à la crise financière

# Comment dépasser le sentiment d'impuissance ?

Après l'élection d'une nouvelle Assemblée populaire nationale (APN), à laquelle ont participé un grand nombre de présidents d'Assemblées populaires communales (APC) - certains ont accédé ainsi au statut de députés - les prochaines échéances électorales sont les locales de novembre prochain qui toucheront justement les APC et, en même temps, les Assemblées populaires de wilaya (APW).



Par Saâd Tafarka

Ces deux scrutins interviennent dans un contexte particulier, loin de la situation des élections de 2012. Si l'adoption de la nouvelle Constitution en février 2016 constitue un pas dans les réformes politiques, le contexte économique et social se présente, quant à lui, sous un jour nouveau, nettement moins favorable. En effet, la crise des revenus pétroliers, qui boucle d'ici deux mois trois années de chute progressive, mais sévère, des prix de l'or noir sur les marchés internationaux, est en train de déteindre sur l'ensemble des segments de la vie économique et de diffuser insidieusement le souffle des remises en cause au niveau de toutes les articulations de la pyramide institutionnelle du pays. A cela s'ajoute une saison agricole qui annonce déjà ses résultats peu réjouissants dans la production céréalière, en raison d'une sécheresse qui a affecté la période la plus sensible du développement végétatif de cette culture. Autrement dit, le mouvement d'importation des céréales - besoin incompressible - va continuer dans le climat de la morosité des recettes extérieures. Outre les mesures dites de «rationalisation» budgétaire prises dans le cadre des lois de finances 2016 et 2017, le gouvernement prépare l'avant-projet de la loi de finances 2018 avec un esprit de continuité, voire de plus grande austérité, particulièrement pour ce qui est relatif aux dépenses de l'administration publique. Les premières esquisses de la loi de finances pour l'année 2018 prévoient, en effet, des restrictions budgétaires substantielles tendant à réduire le train de vie de l'Etat (gel des recrutements, réduction drastique des dépenses de fonctionnement : véhicules carburants, mobilier, matériel informatique), mais impactant nécessairement le niveau et la qualité des services publics fournis par les établissements publics et l'administration de l'Etat. Il se trouve que cette «diète» tombe au moment où un début d'amélioration de certains services publics a commencé à être ressenti, notamment avec la numérisation d'un certain nombre de pièces et documents administratifs. La réduction du budget de fonctionnement, tout en constituant une nécessité incontournable, pose, néanmoins, la question de savoir comment poursuivre les réformes des structures administratives dans leurs segments les plus sensibles (formation, décentralisation, modernisation des outils de gestion, mise à niveau des institutions chargées d'encadrer les investissements productifs...). Il semble que le noyau le plus exposé

à une certaine forme de fragilisation en ces moments de crise financière, soit d'abord celui des collectivités locales. Et ce n'est pas sans raison que le gouvernement a tenu, dès 2015, à réfléchir aux nouvelles formes d'organisation, de financement et d'encadrement des communes. Ces dernières sont aujourd'hui appelées à puiser dans leurs ressources, qui sont parfois ignorées ou sous-exploitées. Avec la réforme de la fiscalité locale, la réorganisation de la solidarité intercommunale (via le fonds des collectivités locales), l'incitation à l'investissement productif, la création de plusieurs zones d'activités, les communes seront appelées à jouer un nouveau rôle pour lequel, il faut l'avouer, un grand nombre d'entre-elles ne sont pas préparées, aussi bien sur le plan de la ressource humaine, que des traditions de fonctionnement.

Les Assemblées communales ont servi jusqu'ici d'avant-poste à ce jeu de confrontation quasi permanent entre les populations, toujours en demande d'un mieux-être social, et les différentes représentations des pouvoirs publics (élus ou désignés).

Au vu du nombre de mairies et de sièges de daïras qu'on nous annonce chaque jour dans la presse, fermées et barricadées par des citoyens en colère contre l'autorité publique, il y aura bien lieu de s'inquiéter pour les prochains mois, lorsque les mesures d'austérité que le gouvernement est en train d'engager auront commencé à faire leurs effets. En touchant, depuis 2016, au prix de l'énergie (électricité et carburants), c'est une chaîne complète et diversifiée de produits et de services que les pouvoirs publics affectent par leur action. D'autre part, le gel ou l'annulation de plusieurs projets d'équipements commence déjà à induire au moins deux conséquences: le ralentissement des projets de développement, donc la réduction des services publics, d'une part, et la diminution du rythme de création d'emplois, d'où le redémarrage de la courbe de chômage, laquelle a réellement connu un nouvel envol à partir de la fin 2014, sans que les statistiques officielles rendent fidèlement cette réalité.

## Points d'achoppement

La presse s'est fait largement l'écho, au cours de ces dernières semaines, de certaines d'entreprises du bâtiment et des travaux publics et hydrauliques (Btph) qui n'arrivent plus à animer leurs chantiers; certaines sont carrément à l'arrêt, du fait que les maîtres d'ouvrage publics (administration publique, différents directions de wilaya, communes...) n'ont pas pu honorer les fac-

tures de travaux réalisés. Les dernières inquiétudes rapportées par les médias sont celles inhérentes à la livraison des programmes de logements qui serait affectée par des retards liés justement aux problèmes financiers. Sujet sensible, s'il en est, le ministre de l'Habitat, Abdelamdjid Tebboune, a tenté de minimiser l'impact de la crise financière et de rassurer les souscripteurs des logements AADL et les demandeurs de logements sociaux.

L'autre point d'achoppement entre les pouvoirs publics et les populations dans ces moments de crise financière et de «rigueur budgétaire», c'est bien l'entretien technique des infrastructures réalisées au cours de ces 15 dernières années. Les experts algériens ont attiré les autorités politiques depuis longtemps sur le fait que la formation et la qualification de la ressource humaine - sur le plan technique et managérial - n'a pas bénéficié de l'intérêt nécessaire, et qu'une partie des investissements publics consentis dans les infrastructures de base aurait dû revenir à la formation et à la qualification.

Il en est de même des entreprises algériennes de travaux ou de fournitures. Elles n'ont bénéficié, au cours des trois plans quinquennaux passés, que de miettes; la part du lion étant revenue à des entreprises étrangères dont on a ingénument attendu le transfert de technologie.

Toutes ces distorsions vont produire des contre-chocs et des dommages directs ou collatéraux d'autant plus insoutenables que les pouvoirs publics auront du mal à poursuivre la politique des transferts sociaux menée jusque-là. D'ailleurs, de nouveaux procédés d'allocation de ressources sont en voie de gestation afin de mieux cibler les aides de l'Etat et de les destiner aux ménages les plus démunis.

Dans les remous du front social, ce ne sont pas les ministères ou la Présidence qui seront harcelés ou iniquités. Ce sont les élus locaux et les démembrés inférieurs de l'Etat (subdivisions, chefs de daïras, walis...) qui vivront - et qui vivent déjà - les tensions générées par une gestion approximative des services publics et de l'économie en général.

A n'en pas douter, les maires sont les premiers cibles et les mairies les premiers «murs des lamentations». Et c'est fort compréhensible, lorsqu'on considère le climat de désordre, voire de rébellion, ayant caractérisé des centaines de communes depuis les élections de novembre 2012. Des dizaines de mairies ont vécu des actes de fermeture de leur siège des dizaines de fois par des habitants protestataires, qui ont voulu déver-

ser leur fiel sur la première instance de la République, celle qui est supposée être la plus proche du citoyen et de ses préoccupations. Un fiel nourri par toutes les situations de déception et de désenchantement que les jeunes affrontent presque quotidiennement, face au chômage, à la bureaucratie, à la déliquescence des services publics (eau potable, électricité, routes, pistes rurales, réseaux d'assainissement...). Même si la défaillance relève d'un service technique qui n'a rien à voir avec la mairie (à l'image de Sonelgaz, de la direction de la Santé...), le président de l'Assemblée communale et ses collaborateurs élus sont mis à l'index, interpellés et dénoncés. Parfois, ils sont carrément agressés ou pris en otage à l'intérieur même de leurs bureaux.

## Nécessaire réhabilitation des Assemblées locales

Ailleurs, ce sont les routes stratégiques qui sont barricadées pendant plusieurs heures dans la journée, pénalisant ainsi les entrepreneurs, les malades et les urgences familiales. Le procédé de l'entretien de la tension et du bras de fer est devenu le seul langage encore «valable», parfois écouté par les responsables. Forts de cette vérité, les protestataires n'hésitent pas à passer à l'action dès que le dialogue tarde à s'instaurer ou est évité par les pouvoirs publics.

Ainsi, la communication - dont on a tant chanté les vertus - est la grande absente. Chacun campe sur ses positions et opinions. Beaucoup d'administrés ne comprennent pas que le maire ait des prérogatives aussi peu étendues. Vu les compétences homériques auxquelles donnent naissance les élections communales, l'on en infère directement que le poste de maire est important, stratégique, voire «impérial». Et pourtant, Dieu sait qu'il n'en est rien. Il suffit de lire le dernier Code communal de 2012 pour se rendre compte des limites objectives de la mission du maire, paradoxalement supposé incarner à la fois la représentation populaire et la mission régaliennne de l'Etat. Dans le mode d'organisation hyper-centralisé des institutions et de la prise de décision - le maire ne peut guère répondre des missions nominales qui lui sont dévolues.

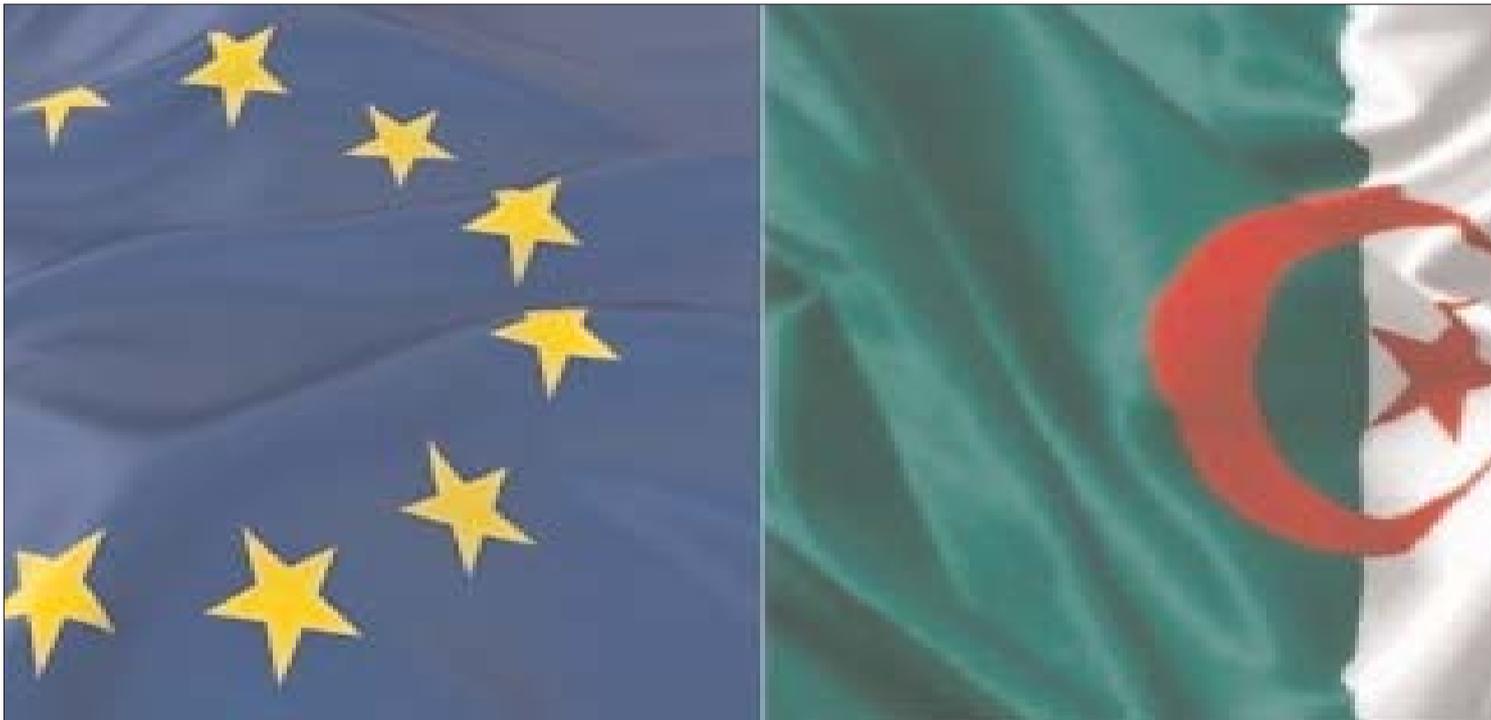
Si pendant la période de l'aisance financière du pays qui a prévalu jusqu'en 2014, une espèce de «modus vivendi» sur le partage des recettes pétrolières - partage, bien entendu, grevé d'inégalités - a pu neutraliser ou contenir quelque peu le potentiel de nihilisme et de contestation sociale, il n'en est pas de même dans la période de la dèche dont on ne fait sans doute qu'entamer le chemin. Les prochaines élections locales peuvent-elles servir à mieux rendre visibles les nouveaux défis qui se posent à la société et à l'Etat ?

Le retard mis dans la mise en place des changements indispensables au schéma ultra-centralisé des institutions et de l'économie nationales, risque de désillusionner tous ceux qui ont placé leurs espoirs dans les élus APC ou APW. Car la couleur du parti majoritaire qui dirige ces assemblées ne pèse que peu de chose par rapport au cadre législatif et réglementaire offerts aux élus qui y siègent afin de mener les actions de développement local. La réduction du chômage des jeunes, le renflouage des caisses communales qui permettrait de prendre en charge les services publics auxquels ont droit les citoyens, ne sont réellement possibles que par une politique d'investissement, principalement des petites et moyennes entreprises. A la cellule de base de la République, à savoir la commune, il est demandé un accompagnement in situ pour faciliter ce genre d'investissement, créateur de richesses, d'emplois et de fiscalité. Cet accompagnement ne peut s'effectuer correctement que par la réhabilitation complète de cette cellule de base. S. T.

Régulation de l'énergie

# Les objectifs du jumelage Algérie-UE réalisés

Les objectifs escomptés par l'opération de jumelage entre la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) et des partenaires européens ont été totalement atteints, ont affirmé, mardi à Alger, les parties prenantes de ce projet.



**R**éunis à l'occasion du séminaire de clôture de ce jumelage, lancé en août 2015 sur une durée de deux années pour un coût de 1,2 million euros, les représentants de la Creg et de ses homologues autrichienne e-Control Austria et espagnole Cnmc ont assuré la réalisation des principaux buts tracés dans six composantes différentes.

Dans la première composante relative à la protection du consommateur et la qualité du service public, les partenaires ont pu aborder plusieurs points au cours de ce jumelage tels que les mécanismes de traitement des réclamations et règlement extrajudiciaire des différends, la surveillance de la qualité de service, l'indemnisation du consommateur pour les défaillances dans la qualité de service et l'implication et l'association des consommateurs.

En conséquence, les intervenants ont confirmé l'obtention de plusieurs résultats dans ce sens dont la mise en place d'une unité de conciliation à la Creg, la fourniture d'outils pour mettre en place un guichet unique pour les consommateurs, le transfert des meilleures pratiques concernant

le règlement extrajudiciaire des différends, la fourniture de modèles de compensation des consommateurs en cas de défaillance dans la qualité de service ainsi que le transfert des bonnes pratiques pour la coopération avec les organisations des consommateurs.

La 2<sup>ème</sup> composante de ce jumelage traite la question de la surveillance des concessionnaires et politique de prix et garantir une haute qualité des normes de services.

Cette composante a permis de fournir à la Creg des outils de soutien dans la supervision et l'évaluation de la performance des concessionnaires.

Les experts des deux parties ont collaboré sur des aspects relatifs à la régulation de la qualité de service, l'incitation des concessionnaires à la conformité et la comparaison des compétences des régulateurs dans les relations avec les concessionnaires.

Lors de leur visite d'étude à Vienne (Autriche), des cadres du Creg ont pu interagir avec plusieurs homologues dans ce contexte. Pour ce qui est de la 3<sup>ème</sup> composante, elle vise à

développer des mécanismes adéquats pour favoriser la production d'électricité à partir de sources renouvelables.

Quant aux résultats obtenus dans ce volet, les partenaires en révèlent plusieurs dont l'adaptation du mécanisme de soutien aux énergies renouvelables pour l'énergie solaire photovoltaïque et éolienne, les moyens de promouvoir la production d'électricité à partir de déchets solides urbains, la biomasse et la cogénération ainsi que l'intégration des énergies renouvelables au réseau.

La 4<sup>ème</sup> composante est relative à la gestion des données où le travail des partenaires est concentré sur l'amélioration de l'échange, la qualité et le traitement des données. Elle vise à fournir des outils permettant à la Creg d'installer un système amélioré consistant à déterminer une structure de données cohérente.

Les experts algériens ont eu l'occasion d'acquérir des connaissances sur les formats de données à utiliser pour échanger avec les opérateurs et découvrir les exigences spécifiques pour les solutions logi-

cielles de gestion de données.

Une autre composante a été abordée au cours de ce projet entre les partenaires, il s'agit des tarifs et indemnités transfrontalières dans le domaine de l'électricité.

Vu l'endroit stratégique qu'occupe l'Algérie, il était donc essentiel de mettre en place un cadre de régulation efficace pour l'organisation et l'augmentation des échanges d'électricité avec les pays voisins ainsi que les éventuels mécanismes de fixation des tarifs transfrontaliers.

La dernière composante de ce jumelage a été d'ordre organisationnel où les cadres de la Creg avaient reçu une introduction au modèle d'organisation hautement performant (HPO) qui a pour but d'apporter un soutien dans l'élaboration des stratégies nécessaires pour atteindre les normes de performance les plus élevées.

Justement, les questions de l'évaluation du niveau de performance actuel de la Creg et le chemin vers une organisation hautement performante ont été largement abordées.

K. L.

## Produits alimentaires de large consommation Forte hausse des prix en mars

Les prix moyens de produits alimentaires de large consommation, notamment les fruits et légumes, ont connu de fortes hausses durant le mois de mars dernier par rapport au même mois de 2016, a indiqué le relevé mensuel des prix à consommateurs des produits alimentaires de base, publié sur le site Web du ministère du Commerce.

Les prix moyens mensuels du panier, qui compte une vingtaine de produits alimentaires de large consommation (produits d'épicerie, fruits et légumes frais et viandes), ont pratiquement tous augmenté en mars dernier, à l'exception de ceux de l'oignon sec (-30%), des oranges (-5%) et de la viande ovine locale (-1%).

Pour les légumes, l'ail importé a affiché la palme des hausses avec une augmentation de 197% de son prix, suivi de la tomate fraîche qui a connu une hausse de 82% à 124 DA/kg, de la pomme de terre qui a flambé de 80% à 74 DA/kg et de l'ail local de 45% à 791 DA/kg, selon le ministère du Commerce.

La carotte et la courgette ont enregistré des augmentations de 15 et 6% respectivement à 61 DA/kg et 92 DA/kg.

Concernant les fruits, le prix de la banane a flambé de 200% à près de 700 DA/kg en mars dernier, celui des pommes importées de 103%, des pommes locales de près de 70% à 310 DA/kg et des dattes de 14% à 502 DA/kg.

Les prix moyens mensuels des œufs, des viandes blanches et de la viande bovine congelée ont affiché des augmentations respectivement de 30%, 4% et 11%. Les prix de produits d'épicerie ont suivi la même tendance en mars dernier : les haricots blancs ont augmenté de 16% à 201 DA/kg, le café de 14% à 686 DA/kg, le riz et les pâtes alimentaires de 7% à 95 DA et 98 DA respectivement.

Quant aux lentilles, leur prix a bondi de 5% à près de 200 DA/kg alors que le concentré de tomate a augmenté de 4% à 194 DA/kg.

H. Y.

Prix du pétrole

## Le Brent en hausse à 54 dollars

**L**es cours du pétrole montaient mais légèrement mardi en fin d'échanges européens, sur un marché attentif à deux jours de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 54,00 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 13 cents par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier

jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 18 cents à 51,31 dollars. Mardi, «les investisseurs font le point après une hausse de trois semaines et près de 14% après des plus bas en près de six mois, se livrant à quelques prises de bénéfices», ont observé Mike van Dulken et Henry Croft, analystes chez Accendo Markets. Les cours du pétrole peinaient à accrocher un cap mardi, oscillant entre faibles pertes et petits gains, après avoir atteint des sommets en un mois, à 54,37 dollars pour le Brent lundi et 51,45 dollars pour le WTI

mardi.

Le brut avait grimpé lundi suite à la «réponse positive de l'Irak sur la possible prolongation des limitations de production de l'Opep pour neuf mois», a expliqué Ipek Ozkardeska, analyste chez London Capital Group.

«Nous sommes en accord avec le Royaume (saoudien) pour poursuivre la limitation de la production» pour une période de neuf mois, a dit le ministre irakien du Pétrole, Jabbar Al-Luaibi, lors d'une conférence de presse lundi à Bagdad avec

son homologue saoudien, Khaled al-Faleh.

Dimanche, le ministre saoudien s'était dit confiant au sujet de la prolongation des limitations de production de pétrole, décidées fin 2016 et appliquées initialement pour six mois depuis janvier, avant une réunion jeudi des membres de l'Opep et des producteurs hors Opep à Vienne. En outre, «l'Opep continue de subir des vents contraires en provenance des Etats-Unis, car non seulement la production de pétrole de schiste se reprend considérablement mais, en plus,

le président américain, Donald Trump, a maintenant proposé de vendre la moitié des réserves stratégiques de pétrole des Etats-Unis», a-t-on expliqué chez Commerzbank. Lors de la semaine close le 19 mai, les réserves de brut américaines devaient avoir baissé de 2 millions de barils, les stocks d'essences diminué de 750 000 barils et ceux de produits distillés (dont le gazole et le fioul de chauffage) fondu de 985 000 barils, selon la prévision médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg. **R. N.**

CHU Nefissa Hamoud

# Quelque 30 greffes de la cornée effectuées en mars et avril

Durant les mois de mars et avril dernier, 30 greffes de la cornée ont été effectuées au service d'ophtalmologie au centre hospitalo-universitaire, Nefissa Hamoud à Hussein Dey (ex-Parnet), a annoncé, mardi à Alger, le directeur général de l'établissement.



En marge d'une visite dédiée aux journalistes dans les différents services de l'hôpital, Rekik Zoubir a déclaré que le service d'ophtalmologie du CHU Nefissa Hamoud a effectué, en l'espace deux mois, 30 greffes de la cornée à raison de cinq opérations par semaine au moment où le service de néphrologie avait assuré 29 greffes du rein.

Il a indiqué, à ce propos, que les prestations au sein de son établissement avaient connu une amélioration en matière de prise en charge des malades à la faveur de l'acquisition de matériel médical moderne et l'intensification de sessions de formation.

Les médecins praticiens des différents services bénéficiaient d'une formation ciblée toutes spécialités confondues, à l'intérieur et à l'extérieur du pays sous la supervision

de professeurs compétents des différents hôpitaux du monde comme la France, la Suisse, l'Espagne et les Etats-Unis en vue d'une adaptation aux techniques et équipements nouveaux, a-t-il affirmé.

D'autre part, le directeur général du CHU Nefissa Hamoud a souligné un jumelage entre son établissement et celui de Lille (France) afin d'assurer la formation de médecins algériens, d'améliorer le niveau des prestations sanitaires et de tirer profit des expériences pionnières dans le domaine.

Il a rappelé, à cette occasion, l'équipement du service des urgences cardiologiques pour une prise en charge optimale des cas résidents ou urgents.

Il est prévu également la réception d'une salle de réanimation pour enfants d'une capacité de 11 lits, la première du genre à l'échelle nationale, outre

l'ouverture d'un bloc opératoire pour la greffe de la cornée avec une capacité de 20 malades doté d'équipements ultrasophistiqués, a-t-il tenu à dire.

D'autre part, le responsable a affirmé que le service anti-cancer des enfants avait une capacité d'accueil de 90 lits, relevant que certains malades y passaient plus de deux ans, ce qui nécessite la réunion des meilleures conditions pour l'accompagnement des patients lors de leur traitement (chimiothérapie et autres).

Le service de procréation médicalement assistée, le premier existant dans un hôpital public au double plan national et africain, a reçu 12 000 demandes de personnes présentant une stérilité ou un retard de procréation, a-t-il encore dit avant de souligner que trois opérations sur un total de 12 étaient réussies.

Il a appelé, dans ce sens, à l'ouverture de services similaires à travers l'ensemble du territoire national pour faire face à la pression que connaît le service en question.

A l'occasion du mois sacré du Ramadhan, un programme spécial a été arrêté pour multiplier les équipes médicales et assurer des gardes en vue d'une bonne prise en charge des cas urgents, notamment les maladies de l'appareil digestif, l'hypertension artérielle et le diabète.

Il a rappelé, à cet effet, la participation de l'établissement au programme de campagnes de don de sang en prévision du mois de Ramadhan et de campagnes de sensibilisation pour éviter les complications durant ce mois sacré, notamment pour les diabétiques, les hypertendus et les personnes souffrant de maladies cardiovasculaires.

Reda A.

## Association humanitaire Tagemi d'El Atteuf Don japonais de matériel ophtalmologique

Un don de matériel médical ophtalmologique du gouvernement du Japon a été remis mardi à Ghardaïa à l'Association humanitaire Tagemi d'El-Atteuf dans le cadre de la coopération algéro-japonaise.

Ce don, d'une valeur de 60 694 euros est composé d'un microscope opératoire ophtalmologique, de phacoémulsificateurs et un écho-biomètre (A), a été remis au président de l'Association Tagemi par le deuxième secrétaire chargé des affaires politiques et de la coopération économique de l'ambassade du Japon à Alger, Tsubasa Norioka, lors d'une cérémonie organisée au siège de l'association sise à El-Atteuf (7 km de Ghardaïa), en présence des autorités locales et d'un représentant du ministère des Affaires étrangères.

Selon le deuxième secrétaire chargé des affaires politiques et de la coopération de l'ambassade du Japon, l'initiative, qui entre dans le cadre d'un programme proposé par le gouvernement japonais intitulé «Aide sous forme de dons aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine», vise à assister et contribuer aux efforts consentis par les pouvoirs publics algériens pour améliorer la situation médicale des personnes vulnérables.

Ce don est aussi «un témoignage d'une coopération étroite entre l'Algérie et le Japon», a ajouté M. Norioka.

De son côté le président de l'Association Tagemi, Mohamed Benyoucef, a indiqué que ce matériel sophistiqué va permettre de «multiplier les actions de solidarité envers le plus grand nombre de patients vulnérables dans la région, en collaboration avec les services de santé locaux».

Le représentant du ministère des Affaires étrangères, Hamed Oussam Salhi, a estimé, pour sa part, que cette initiative japonaise «n'est pas unique en Algérie», avant d'exprimer des remerciements au gouvernement japonais pour les efforts déployés en vue de soutenir les actions humanitaires.

Fondée en 2006 dans la commune d'El Atteuf, l'association Tadjemi à caractère humanitaire et culturel s'emploie à apporter une aide aux catégories sociales vulnérables et à organiser des semaines médicales dans différentes régions du pays.

Pas moins de 1 400 interventions chirurgicales sur la cataracte ont été effectuées gratuitement sur des patients du Sud en collaboration avec cette association, a-t-on fait savoir lors de cette cérémonie.

H. M.

## Tumeurs à profil génétique Feu vert au premier anti-cancéreux aux Etats-Unis

L'agence américaine des produits alimentaires et des médicaments (FDA) a donné son feu vert mardi à la mise sur le marché d'un premier anti-cancéreux, le Keytruda des laboratoires Merck, qui cible des tumeurs ayant un profil génétique spécifique et non pas l'organe atteint.

«Jusqu'à maintenant, la FDA approuvait des thérapies contre le cancer en fonction de l'organe touché initialement, comme par exemple le poumon ou le sein», a expliqué le Dr Richard Pazdur, directeur par intérim des produits hématologiques et oncologiques au centre d'évaluation des médicaments de la FDA.

«Nous avons désormais approuvé un traitement sur la base de bio-marqueurs de la tumeur et non de l'organe affecté», a-t-il ajouté dans un communiqué.

Le Keytruda (pembrolizumab), une immunothérapie, est approuvé selon une procédure accélérée et peut être utilisé pour traiter des tumeurs chez les enfants comme chez les adultes qui sont inopérables et porteuses de traits génétiques particuliers détectables par des bio-marqueurs.

Ce traitement concerne aussi des malades atteints d'un cancer colorectal qui a continué de progresser après une chimiothérapie.

Les tumeurs ciblées par le Keytruda sont porteuses de caractéristiques génétiques dites MSI-H et dMMR. Elles affectent fréquemment le colon, les tissus endométriaux (ovaires) et gastro-intestinaux.

L. T.

Prise en charge des malades à Mascara

# L'association des insuffisants rénaux satisfaite

Le président de l'association Affak des insuffisants rénaux de Mascara, Abderrahmane Aïd a exprimé sa satisfaction quant à la prise en charge des malades au niveau des services d'hémodialyse de la wilaya grâce à l'augmentation du nombre des infrastructures, des médecins et des paramédicaux.

Les conditions de prise en charge d'insuffisants rénaux se sont nettement améliorées dans la wilaya de Mascara l'année dernière et cette année grâce à l'ouverture de deux nouveaux services d'hémodialyse à Tighennif et Mascara, a-t-il affirmé, signalant que la Caisse nationale d'assurance sociale (Cnas) a signé un accord avec des cli-

niques privées offrant le service d'hémodialyse.

L'ouverture d'un nouveau service d'hémodialyse en novembre dernier à Mascara et sa dotation de 16 appareils a nettement réduit les délais de traitement, s'est-il réjoui, indiquant que le nombre de bénéficiaires de ces prestations au niveau du chef-lieu de wilaya est de 110 malades.

La disponibilité de deux salles de soins, de 10 salles d'hospitalisation de 20 lits, d'un service de radiologie, de bureaux administratifs et techniques a également contribué au traitement de nombreux malades souffrant de l'hépatite virale.

L'ouverture d'un nouveau service à

l'hôpital de Tighennif a allégé la pression dans la région qui compte 12 communes. Ce service permet l'hémodialyse de 50 malades insuffisants rénaux en même temps au lieu de 17 à l'ancien service, a-t-il encore fait savoir.

Les services d'hémodialyse à Sig et Mohammadia ont été dotés d'appareils pour apaiser la tension des malades des communes du nord de la wilaya.

Le secrétaire de l'association Affak a appelé, aussi, les bienfaiteurs à venir en aide des malades nécessiteux pour leur permettre d'effectuer des analyses non disponibles dans les hôpitaux publics surtout concernant les personnes atteintes d'hépatite virale.

L. Y.



Alger

# Plusieurs familles relogées durant le mois de Ramadhan

**La 1ère étape de la 22e opération de relogement dans la wilaya d'Alger qui a concerné plus de 6000 familles a été lancée mardi à Alger, a-t-on constaté au niveau du bidonville « Ain Dzair » à Douéra dont sont issues les familles recasées.**

Cette 22e opération concerne plus de 4000 familles dont 2000 familles au titre du programme de logement public locatif (LPL) et 2000 autres familles au titre du programme du logement social participatif (LSP), qui seront relogées sur plusieurs étapes.

Pour ce faire, 1200 familles seront relogées avant le mois de Ramadhan, 400 autres durant le mois sacré tandis que les familles restantes seront relogées après l'Aïd.

Ce sont au total vingt (20) sites de bidonvilles qui sont concernés par cette opération, relève M. Zoukh, dont les bidonvilles de Oued El Hamiz, commune de Bordj El Kiffan (1003 familles), Stoul El Mekki, commune de Gue de Constantine (199 familles), Parc Dounia, communes de Dely Ibrahim et Ouled Fayet (58 familles), Ain Dzair, commune de Douéra (107 familles), le bidonville attenant à l'Institut de tourisme dans la commune de Ain El Benian (90 familles), El Roukhi, commune de Douéra (56 familles) et enfin le bidonville Maïka Gaid, commune d'El Harrach (36 familles).

L'opération concernera également les habitants des terrasses et des caves au niveau de Dely Ibrahim et Bordj El Kiffan, un site abritant des chalets dans la commune de Beni Messous ainsi que des points noirs au niveau des circonscriptions administratives de Draria et Cheraga.

Les nouvelles cités devant recevoir les familles relogées sont: la cité 3500 logements Abziou 1 et 2 (commune de



Douéra), la cité 380/473 logements Kouifa (commune d'El Harrach), la cité 300/1000 logements (commune de Douéra) et la cité 192/2400 logements (commune de Ouled Fayet).

A cette occasion, M. Zoukh qui supervisait l'opération de relogement au niveau de la nouvelle cité 3500 logements Abziou 1 et 2 (commune de Douéra), a annoncé que le lancement de la 23e opération de relogement dans la wilaya d'Alger (en cours de préparation) aura lieu après la prochaine rentrée sociale et concernera de ce fait, plus de 6 000 familles.

Cette opération tend à « éradiquer les résidus des bidonvilles et toute construction anarchique dans la capitale », a estimé le wali d'Alger qui ajoute qu'après avoir éradiqué les résidus de taudis, de chalets ... « les dossiers des Algérois vivant dans des conditions difficiles, ainsi que ceux des jeunes désirant fonder un foyer, » seront pris en charge. Ainsi, plus de 71000 familles ont bénéficié de logements, toutes formules confondues, au cours de la période allant de mai 2014 à mai 2017, soit 355 000 habitants », d'après le wali.

K. B.

Plages d'Alger

## Mobilisation de plus de 1600 agents saisonniers

Plus de 1600 agents saisonniers seront mobilisés pour veiller à la propreté et la surveillance des plages de la capitale durant la saison estivale 2017, a-t-on appris mardi du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. « Outre 800 agents de la protection civile, 1650 agents saisonniers seront mobilisés pour la propreté et la surveillance des plages de la capitale durant la saison estivale 2017 », a annoncé M. Zoukh en supervisant les préparatifs de la saison estivale 2017 au niveau de la plage Sidi Fredj dans la commune de Staouéli. Réitérant que accès aux plages de la capitale « sera toujours gratuit », le wali d'Alger a fait état de l'aménagement de 14 parkings d'une capacité de 12000 véhicules. De son côté, le coordinateur du programme des préparatifs de la saison estivale 2017 au niveau de la Wilaya d'Alger, Soualmia Abderrahmane a précisé que 65 plages sont autorisées à la baignade dont 14 surveillées 24/24h et 7/7j par 465 agents, soulignant à ce propos que 22 plages sont équipées de l'éclairage nocturne pour permettre aux estivants de profiter des plages la nuit. Le même responsable a annoncé en outre la mise en place de 4 espaces de jeux au niveau des plages de Sidi Fredj, El Bahdja et El Djamilia ainsi que des jeux aquatiques au niveau de la Sabelette, Sidi Fredj et El Djamilia et des espaces de services dont 90 douches.

Y. N.

## Oum El Bouaghi Inauguration prochaine de deux nouvelles agences de l'ANEM

Deux nouvelles structures de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) seront ouvertes en juin prochain dans les deux villes d'Oum El Bouaghi et Ain Beida, a affirmé mardi le directeur général de l'ANEM, Mohamed Tahar Chaâlal en visite dans cette wilaya.

Ces deux agences permettront d'améliorer les conditions de travail du personnel de l'ANEM et offriront de meilleures conditions d'accueil aux demandeurs d'emploi, a assuré ce responsable au cours d'un point de presse au siège de l'agence de wilaya de l'emploi. M. Chaâlal a mis l'accent, à l'occasion, sur le rôle de l'ANEM en tant que médiateur sur le marché de l'emploi pour les secteurs public et privé et en tant que dispositif de concrétisation de la politique de l'Etat en ce domaine.

La saturation du secteur administratif a imposé d'orienter les demandeurs d'emploi vers le secteur économique, « source de richesse », a ajouté ce responsable qui a noté que l'ANEM a procédé à l'assainissement des listes d'emploi dans toutes les wilayas.

Le directeur général de l'ANEM a visité les agences de l'emploi de Meskiana et Ain Beida et s'est entretenu avec des jeunes rencontrés sur place insistant sur l'optimisation de l'utilisation des nouvelles technologies de communication pour l'inscription des demandeurs et la recherche d'emploi.

T. B.

Tissemsilt

## Remise des clés de 80 logements publics locatifs

Les clés de 80 logements publics locatifs (LPL) ont été remis, mardi, à leurs bénéficiaires à Layoune (Tissemsilt), a-t-on appris de la cellule de communication des services de la wilaya. Présidée par le chef de daïra de Khémisti, cette cérémonie a été marquée par la remise de contrats de locations de ces logements F3, a-t-on appris la même source.

Les travaux se poursuivent à Layoune pour la réalisation de 500 LPL avec un taux d'avancement de 45 pour cent, a-t-on ajouté. Pour rappel, la même commune a bénéficié, depuis le quinquennat 2005-2009 jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année en cours, de 1.817 logements sociaux dont 1.083 unités dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), selon le directeur de l'habitat. Par ailleurs, les clés de 40 LPL, dont les travaux de réalisation ont été achevés dernièrement à Tissemsilt, seront remis prochainement à leurs bénéficiaires, a-t-on annoncé.

K. A.

Souk Ahras

## Forte mobilisation des bienfaiteurs au "radiothon"

Le radiothon lancé mardi depuis la radio locale de Souk Ahras pour la collecte des denrées alimentaires au profit des familles nécessiteuses en prévision du mois de ramadan, a connu une forte mobilisation des bienfaiteurs, entrepreneurs, hommes d'affaires et associations caritatives.

Organisée en collaboration avec les services de la wilaya, le croissant rouge algérien (CRA), les scouts musulmans algériens (SMA), l'association « Chabab Nass El Khir » et des comités de quartiers cette initiative a

été saluée par les familles bénéficiaires.

Selon la directrice de la radio de Souk Ahras, Hayet Bouzidi, cette initiative, à laquelle ont contribué également la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), la direction du commerce et la chambre de l'industrie et du commerce CCI-Medjrada, vise essentiellement à « diffuser la culture de la solidarité entre les membres de la société ».

Les auditeurs ont été ciblé par une émission depuis la radio de Souk Ahras et des

interventions, en direct, depuis le centre social du croissant rouge algérien (CRA) du chef lieu de wilaya et de la commune de Lahdda pour évoquer l'apport de l'entraide et l'importance d'être à l'écoute des préoccupations des personnes démunies.

Devant se poursuivre jusqu'à 19h00 de cette journée, l'évaluation du radiothon de Souk Ahras s'effectuera à la fin de l'opération de collecte des denrées alimentaires de large consommation (l'huile, la semoule, le café et le lait), a-t-on expliqué.

Sept (7) restaurants de la rahma seront ouverts par le CRA au profit des personnes nécessiteuses durant le mois de Ramadhan au chef lieu de wilaya et dans les communes de Sedrata, de M'daourouch, et le groupement d'habitat Ain Senour de la commune Mechroha, a indiqué de son côté, le directeur-adjoint du croissant rouge algérien, Mohamed Laid Aggouni, précisant que ces restaurants serviront 1.000 repas chauds par jour.

H. L.

Prétendue agression d'un diplomate marocain

# M. Hanèche condamne une mise en scène «répugnante»

**L'ambassadeur conseiller au ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Mohamed Hanèche, a assuré, hier à Alger, que la prétendue agression d'un membre de la délégation marocaine lors d'une réunion du Comité des 24 sur la décolonisation tenue récemment à Kingstown (Caraïbes) relève d'une mise en scène «grotesque» et «grossière», condamnant un procédé et un acte répugnants qui ne méritent pas de s'y attarder.**



**E**n réaction à cette prétendue agression rapportée par la presse marocaine, M. Hanèche a affirmé que l'incident répugnant était une mise en scène «grotesque» et «grossière» montée par le chef de la délégation marocaine.

«Cette mise en scène grotesque et grossière ne mérite pas qu'on s'y attarde si ce n'est pour condamner cet acte répugnant, cette machination abjecte indigne de ce que doit être un diplomate - dont la mission est par définition une manière noble de participer à un rapprochement et négocier pour régler les problèmes, ce n'est pas de verser dans des machinations aussi indignes», a-t-il affirmé dans une déclaration à l'APS.

«Je suis désolé de le dire, mais c'était lui (le chef de la délégation marocaine) qui était en train d'orchestrer cette machination et demander à ses collègues devant le diplomate agresseur (qui a plutôt agressé notre diplomate) de filmer «la scène», a fait savoir M. Hanèche.

M. Hanèche, qui conduisait la délégation algérienne aux travaux de la réunion, a expliqué que le diplomate marocain a essayé d'abord de provoquer M. Sofiane Mimouni d'une façon indigne avant de se lancer dans une crise hystérique, engendrant une scène absolument «surréaliste» et «ridicule» pour prétendre par la suite qu'«il y a eu un acte d'agression commis par un diplomate algérien».

«Il s'agissait bien d'une agression perpétrée par un diplomate marocain contre l'ambassadeur algérien Sofiane Mimouni au vu et au su de tout le monde et de l'ensemble des participants», a soutenu M. Hanèche, rappelant qu'«il n'est pas des traditions et des coutumes des diplomates algériens de se muer en boxeurs à l'inverse de ce que la presse marocaine a pu raconter».

«Je le dis en tant que chef de délégation, je le dis en me référant à l'ensemble des témoins, au président de la séance, il y a eu une agression caractérisée commise par un diplomate marocain qui en l'occurrence a agit d'une façon contraire aux us diplomatiques. Il s'est comporté en voyou».

A cette occasion, l'ambassadeur algé-

rien a assuré que le comportement «d'extrême responsabilité et de retenue» de M. Mimouni, a été constaté par tout le monde et que celui-ci n'a pas fait usage de force ou de violence.

«Il ya eu une agression caractérisée commise contre un diplomate algérien, qui a agit avec beaucoup de réserve et de retenue et en tout état de cause avec la dignité qui est propre aux diplomates algériens. Il n'a pas réagi avec violence, il s'est contenté d'une attitude de réserve qui exprime l'attachement des fonctionnaires algériens et le respect à l'Etat qu'ils représentent, si bien en Algérie, qu'à l'étranger», s'est-il félicité.

Après cet incident, M. Hanèche a révélé que «le président de la séance avait pris acte de cette attitude et que beaucoup de délégations sont venues témoigner leur sympathie à la délégation algérienne et exprimer leur profonde réprobation de cet acte inqualifiable de ce diplomate marocain».

«C'est la première fois dans ma longue carrière de diplomate que j'assiste à ce genre d'événement. C'est gênant, c'est inqualifiable! J'ai de la peine pour qu'un tel acte puisse être commis», a-t-il regretté.

Dans le même sillage, M. Hanèche a rappelé, qu'en 2016, la délégation marocaine s'était comportée d'une manière scandaleuse lors des réunions de l'ONU sur le Sahara occidental en recourant à l'invective contre toutes les délégations qui refusaient de s'aligner aux thèses annexionnistes du Maroc.

Le président de la séance du Comité des 24 a dû recourir à la brigade spéciale de sécurité pour faire face au déchaînement du représentant du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hillal, qui voulait empêcher le représentant du Front Polisario, Ahmed Boukhari, de prendre la parole en 2016.

«Hélas, c'est un dossier assez étoffé sur le peu de respect de déontologie diplomatique et de ces comportements entre diplomates, il y a eu cette histoire en 2016 qui n'est pas très brillante ni pour lui ni pour son pays qui a terni une image déjà écornée de la diplomatie marocaine qui s'est, encore une fois, manifesté (à

Saint Lucie) au cours de la dernière réunion».

La réunion du Comité spécial de la décolonisation de l'ONU, dit Comité des 24, qui s'est déroulé du 16 au 18 mai à Kingstown (Saint-Vincent-et-les Grenadines), a été marquée par un grave incident où des membres de la délégation marocaine ont tenté aussi d'agresser une jeune diplomate algérienne, ce qui a amené les autorités du pays organisateur de cette rencontre à désigner des agents pour assurer sa sécurité, avait précisé le ministère des Affaires étrangères.

Le Front Polisario, quant à lui, a condamné le comportement «agressif» et «irresponsable» de la délégation marocaine contre des représentants d'Etats souverains lors de la même réunion de l'ONU sur la décolonisation, tenu à Kingstown.

«Le comportement agressif et irresponsable contre des représentants d'Etats souverains, membres de l'ONU participants à des réunions officielles, que le Front Polisario condamne énergiquement, a fait prendre conscience aux délégations de la répression virulente exercée par la puissance occupante contre nos populations civiles dans les zones occupées, converties en une immense prison à ciel ouvert», a indiqué le représentant du Front Polisario, auprès de l'ONU, Ahmed Boukhari.

M. Boukhari a précisé que «devant l'échec des manoeuvres et des tentatives visant à tromper les participants au séminaire, la délégation marocaine a eu recours à l'agression physique directe contre des membres de la délégation algérienne, dont a été témoin l'ensemble des délégations qui ont pris part à cette rencontre».

Les délégations des pays, amis de la cause sahraouie, ont fait l'objet d'un véritable «harcèlement au cours des trois jours qu'a duré le séminaire et ont été témoins de la pièce théâtrale exhibée par la délégation du Maroc visant à faire croire, en vain, que l'agresseur a été victime d'une agression», a ajouté M. Boukhari.

R. H.

Sahara occidental

## Les tentatives marocaines de changer les termes de référence, vouées à l'échec

L'ambassadeur et conseiller au ministère des Affaires étrangères, Mohamed Hanèche, a affirmé hier que les tentatives de la diplomatie marocaine de remettre en cause la représentativité unique et légitime du peuple sahraoui par le Front Polisario et changer les termes de référence de la question lors des travaux de la réunion du Comité des 24 aux Caraïbes «ont échoué», dénonçant une machination grossière rejetée par l'ensemble des délégations. Compte tenu de l'importance de cette réunion de décolonisation qui s'est déroulée du 16 au 18 mai à Kingstown (Saint-Vincent-et-les Grenadines), et de la vocation du Comité des 24, qui est chargé à chaque fois de donner lieu à une discussion et un dialogue sur les moyens de faire progresser les cas de décolonisation qui restent, la délégation marocaine a profité de cette occasion pour présenter à l'ensemble des participants, deux agents marocains comme des prétendus représentants du peuple sahraoui autre que le Front Polisario. «Il s'agit évidemment d'une machination grossière destinée à remettre en cause le principe déjà reconnu par l'Assemblée générale des Nations unies, le Conseil de sécurité reconnaissant que le Polisario est le représentant unique et légitime du peuple sahraoui à l'exclusion de tout autre», a déclaré M. Hanèche lors d'un entretien à l'APS. L'ambassadeur algérien a, en outre, précisé que le Maroc a tout fait pour s'investir dans des actions destinées à changer les termes de référence de la question telle qu'elle est exposée au niveau du Comité de décolonisation, en tentant par des dialogues et négociations, ensuite par la force et la provocation en attaquant le diplomate algérien, Sofiane Mimouni, mais aussi en imposant la présence de deux prétendus représentants du peuple sahraoui qui sont des élus marocains. «Les deux prétendus représentants du peuple sahraoui qui sont des élus marocains n'ont rien à voir avec la représentation populaire sahraoui au motif que ces gens représentent le peuple sahraoui tout comme le Front Polisario», a-t-il renchéri. «La délégation marocaine a essayé par l'infiltration de ces deux agents marocains, même si d'origine ils sont Sahraouis, de changer les règles du jeu et de faire accroire que la représentation du peuple du Sahara occidental appartient également à des gens qui n'ont rien à voir avec le Front du Polisario», a expliqué M. Hanèche.

M. Hanèche a assuré, qu'à la suite de cette attitude, une réplique unanime de l'ensemble des délégations a été observée, refusant cette machination ou qu'il y ait une quelconque référence directe ou indirecte à ces «deux représentations marocaines qui n'ont rien à voir avec le peuple sahraoui et qui ne représentent qu'eux-mêmes». Dans ce sens, M. Hanèche, qui était à la tête de la délégation algérienne, a souligné que le contexte de cette réunion est très spécial, car il intervient au lendemain de l'adoption de la résolution 23-51 du Conseil de sécurité adoptée au mois d'avril qui confirme de manière très forte le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. «Le Secrétaire général de l'ONU affirme, à cette occasion, une déclaration de substance très importante dans laquelle il a demandé à bon nombre de partis, y compris le Maroc et le Polisario, de reprendre les négociations pour une relance effective et sans condition du processus de paix». Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a apporté des précisions concernant l'incident survenu lors d'une réunion de l'ONU sur la décolonisation à Kingstown, en affirmant qu'il s'agissait «d'une perturbation» du débat qui n'a pas nécessité l'intervention de la sécurité. Selon M. Hanèche, «les travaux ont donné lieu à des résultats plus clairs : que la représentativité en tant que représentant unique et légitime du peuple sahraoui est le front du Polisario, la pertinence du plan de règlement, l'attachement aux résolutions du Conseil de sécurité et la poursuite des efforts pour ramener les Marocains et les Sahraouis (les protagonistes du conflit) à négocier de bonne foi pour faire avancer le dossier». Pour rappel, le diplomate algérien, Sofiane Mimouni, a fait l'objet d'une agression commise au vu et au su de tout le monde par un membre de la délégation marocaine qui s'est mis dans la peau de la victime.

R. H.

Egypte

# Arrestation d'un opposant, ancien candidat à la présidence

Un avocat des droits de l'homme, ancien candidat à la présidence égyptienne, a été arrêté mardi pour répondre à des accusations d'"atteinte à la morale publique" dans un contexte de répression accrue contre l'opposition avant l'élection présidentielle de l'an prochain.



Une plainte a été déposée par un "citoyen" contre Khaled Ali, 45 ans, après la publication d'une photo sur laquelle il ferait un "geste de la main obscène" devant un tribunal, a déclaré son défenseur, Malek Adli. L'avocat nie l'authenticité de la photo en question.

Khaled Ali, membre d'un petit parti de gauche, a été candidat à la présidentielle de 2012 face, notamment, à l'islamiste Mohamed Morsi, qui allait devenir le premier chef d'Etat librement élu de l'histoire de l'Egypte après le soulèvement contre l'autocrate Hosni Moubarak l'année précédente.

Khaled Ali a laissé entendre qu'il pourrait se présenter à nouveau l'an prochain, cette fois face au président sortant, Abdel Fattah al Sissi, qui a renversé Mohamed Morsi en 2013 lorsqu'il était à la tête de l'armée, et qui s'est fait élire l'année suivante à la présidence. Abdel Fattah al Sissi, 62 ans, réprime depuis toute forme d'opposition, des islamistes aux jeunes libéraux à l'origine du soulèvement de 2011, et plusieurs personnalités susceptibles de le défier dans les urnes en 2018 ont récemment été arrêtées, selon les organisations de défense des droits de l'homme.

Une source judiciaire a

confirmé que Khaled Ali avait été placé en détention pour 24 heures dans le cadre de l'enquête sur les faits qui lui sont reprochés. Il a été transféré du tribunal où il était interrogé à un commissariat de police où il devait passer la nuit.

La conseillère juridique du parti de Khaled Ali a dénoncé une mesure d'intimidation visant à discréditer l'avocat et décourager toute opposition politique.

"Nous sommes dans un Etat répressif. (L'arrestation d'Ali) est destinée à dissuader quiconque de se présenter à la présidence ou même d'y songer", a déclaré Elham Eidarous.

Khaled Ali a gagné en

notoriété en janvier en obtenant de la justice qu'elle bloque un projet du gouvernement de restituer à l'Arabie saoudite deux îles de la mer Rouge, projet impopulaire contre lequel de nombreux Égyptiens avaient manifesté l'an dernier.

Il est en outre membre d'un parti dont le programme, "Pain et liberté", est susceptible de remporter un certain écho alors qu'Abdel Fattah al Sissi n'a pas réussi à relancer l'économie égyptienne et que l'inflation dépasse 30%.

Le chef de l'Etat sortant n'a pas encore dit s'il serait candidat à sa propre succession.

Reuters

Côte d'Ivoire

# Le nombre de grossesses en milieu scolaire explose

Plus de 4.000 cas de grossesses précoces en milieu scolaire ont été enregistrés en 2017 en Côte d'Ivoire, a annoncé mardi le ministère de l'Education nationale, déplorant un "fléau préoccupant et persistant".

"L'année scolaire 2016-2017 (en voie d'achèvement) révèle 4.471 cas de grossesse", selon les chiffres communiqués par la Direction stratégique, de la planification et des statistiques du Ministère ivoirien de l'éducation nationale.

1.153 filles âgées de 9 à 14 ans, 2.393 de 15 à 18 ans, et 920 jeunes femmes de plus de 19 ans sont tombées enceintes, précise le rapport intitulé "Statistiques scolaires de poche 2016-2017".

Le rapport a révélé 404 grossesses dans l'enseignement primaire en 2015-2016 contre 512 en 2014-2015. 51 cas de grossesse ont été dénombrés chez les moins de 12 ans et 353 chez les 12 ans et plus.

Ces chiffres, bien qu'importants, sont en baisse par rapport à l'année scolaire 2014-2015 où 5.992 cas de grossesses avaient été répertoriés dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire du pays, et par rapport à 2013-14 (6.800 cas).

Le gouvernement ivoirien a élevé au rang de priorité la scolarisation des filles, qui s'élevait en 2017 à un taux de 55,8% pour les filles dans le primaire, contre 67,1% chez les garçons. Dans le secondaire, le taux de scolarisation des filles s'élevait à 24,6%,

contre 33,1% chez les garçons.

Les grossesses précoces engendrent presque systématiquement la déscolarisation pour la jeune fille.

La ministre de l'Education Kandia Camara, qui mène depuis 2013 une lutte farouche contre ce phénomène, n'a pas hésité à pointer du doigt les enseignants, menaçant de "punir et radier sévèrement les auteurs" de grossesses en milieu scolaire.

Certains enseignants n'hésitent pas à profiter de leur autorité ou à monnayer des notes contre des services sexuels, une pratique surnommée les "NST" (Notes sexuellement transmissibles) en allusion aux MST (maladies sexuellement transmissibles).

AFP

Drame d'Eseka au Cameroun

## Les conclusions de la commission d'enquête dévoilées

Mardi, les autorités camerounaises ont dévoilé les principales conclusions de la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur la catastrophe d'Eseka. Le 21 octobre, le déraillement d'un train de la compagnie Camrail avait fait officiellement 79 morts. Quatre jours plus tard, cette commission placée sous la direction du Premier ministre avait été créée pour connaître l'origine du drame, évaluer sa gestion, établir les responsabilités et proposer des mesures pour que cela ne se reproduise pas. Sept mois plus tard, la présidence a diffusé les principaux éléments du rapport d'enquête et annoncé une série de mesures.

C'est bien Camrail qui est désigné comme principal responsable de la catastrophe. Première cause : la vitesse excessive du train, 96 km/h au lieu de 40. Un dépassement dû au non-respect de plusieurs règles de sécurité sur un train qui "présentait de graves défaillances et anomalies", dit le communiqué.

Les experts parlent d'une surcharge du convoi et d'une rallonge inappropriée de la rame, d'un freinage défaillant pour certains wagons de voyageurs ainsi que pour la motrice, ou encore la non-prise en compte des avertissements du conducteur.

Face à ces conclusions, le président demande des sanctions contre les responsables. Le rapport sera transmis à la justice, dit le texte. Paul Biya souhaite que le partenariat entre l'Etat et Camrail soit revu. L'entreprise est détenue à 75% par le groupe français Bolloré. Le Cameroun est actionnaire minoritaire, avec moins de 15% des parts. Or Paul Biya souhaite désormais que l'Etat soit plus présent dans la société.

Enfin concernant les victimes, la présidence annonce une enveloppe d'un milliard de francs cfa supplémentaire pour les assister. Elle ordonne également le renforcement du dispositif de prévention des catastrophes. La commission d'enquête pointe en effet l'action des secours. Elle demande plus de réactivité, de cohérence et de fluidité dans les opérations.

RFI

Burundi

## L'UE débloque les arriérés des soldats engagés dans l'Amisom

L'Union européenne a pris depuis le 15 mars 2016 des sanctions financières contre le Burundi, qui traverse depuis plus de deux ans une grave crise née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat controversé. L'UE avait donc décidé de suspendre dès cette date le paiement des salaires de quelque 5 500 soldats burundais engagés au sein de l'Amisom tant que cet argent passait par la Banque centrale du Burundi. Un bras de fer s'est engagé, Bujumbura a menacé de retirer ses troupes, les deuxièmes en importance, et il a reçu l'appui de l'Union africaine, qui chapeaute cette mission ainsi que des autres pays membres. Finalement, un compromis a été trouvé, prévoyant notamment que ces salaires ne passeront plus par la Banque centrale, et l'UE vient donc de débloquer il y a quelques jours une partie de ces arriérés, plus d'une année après le début de ce bras de fer. De l'argent qui tombe au bon moment pour un pouvoir qui fait face à une grave crise socio-économique. Bujumbura exulte, mais à la victoire modeste.

Il s'agit de quelque 23 millions d'euros, une somme qui couvre les salaires de la période qui va du 15 mars au 30 septembre 2016, de l'argent remis comme convenu à l'Union africaine, qui l'a renvoyé à son tour dans une banque privée du Burundi, la Bancobu, il y a environ une semaine. Et c'est cette banque qui va se charger, conformément aux nouveaux accords entre les parties, de payer directement les soldats engagés au sein de la force africaine en Somalie. Mais comme le prévoit la loi burundaise, toutes ces devises ont finalement atterri à la Banque centrale. Les soldats seront payés en francs burundais dans quelques jours. Il s'agit d'une manne inespérée qui tombe pile au bon moment car le Burundi manquait cruellement de devises pour s'approvisionner en produits pétroliers jusqu'ici, ce qui a entraîné depuis un mois une sévère pénurie d'essence et de gazoil qui paralyse totalement son économie. Bujumbura s'est donc empressé de passer commande de ces produits pour 12 millions de dollars, de quoi tenir un peu plus d'un mois. L'Union européenne, elle, attend les autorités burundaises au tournant. "Ce qui compte pour nous, c'est que cet argent soit versé aux soldats burundais en totalité", prévient un diplomate européen. L'UE rappelle que désormais le gouvernement n'a plus le droit de prélever 20% sur chaque salaire de soldat burundais de l'Amisom comme il le faisait avant les sanctions.

RFI

Etats-Unis

# Le conservatisme, une valeur en hausse sur les campus

**Les universités américaines sont réputées pour être des bastions démocrates et progressistes. Mais avec l'élection de Donald Trump, les étudiants conservateurs sortent du bois et les idées conservatrices gagnent du terrain.**

Les récentes manifestations violentes à Berkeley ou sur d'autres campus pour empêcher des conférences de polémistes ultra-conservateurs, comme Milo Yiannopoulos ou Ann Coulter, pourraient laisser penser que les étudiants démocrates monopolisent l'expression politique sur les campus. Pas tout à fait.

Même s'ils restent minoritaires, «les étudiants conservateurs hésitent de moins en moins à s'exprimer publiquement», estime Sterling Beard, rédacteur en chef du site Campus Reform, qui soutient les jeunes conservateurs en dénonçant les «travers» progressistes des universités.

Les violences récentes leur facilitent la tâche, explique-t-il, car elles montrent «combien leurs homologues progressistes sont devenus hystériques».

Nick Fuentes à l'université de Boston, William Long à Harvard sont deux de ces nouvelles voix conservatrices: ils terminent tous deux leur année universitaire, heureux de s'être battus pour faire entendre leurs idées face à des pairs majoritairement du camp opposé. Tous deux ont voté Trump, pour des raisons différentes.

William Long, 20 ans, fils d'immigrés chinois originaire de l'Oklahoma, en troisième année d'un double cursus informatique et politique, est républicain au sens traditionnel du terme: anti-avortement, pour l'esprit d'entreprise et une fiscalité réduite, conservateur «pour conserver les bonnes choses».

## 'Fasciste', 'paria'

Plutôt modéré, il reconnaît que les raisons qui l'ont poussé à voter Trump sont «complexes» et qu'il a «eu du mal» au lendemain



de l'élection à le dire à ses camarades, prompts à «traiter de fascistes» les électeurs du milliardaire.

Pourtant, si «les républicains actifs représentent moins de 5%» des étudiants de Harvard, estime-t-il, la victoire de Trump «nous a donné une sorte de plateforme».

«Beaucoup de gens se sont demandés, «comment ça a pu arriver? qui a voté pour lui? (...) Ca nous a donné une voix, les gens avaient envie de nous écouter», dit cet étudiant qui anime désormais régulièrement des débats. Nick Fuentes, 18 ans, étudiant en sciences politiques et relations internationales, est plus radical.

Il s'identifie avec la «nouvelle droite» ou «alt-right», veut arrêter l'immigration et dénonce «l'invasion du politiquement correct» sur les campus. «Politiquement cor-

rect» également dénoncé dimanche par le vice-président Mike Pence, boudé par des dizaines d'étudiants lors d'une cérémonie de remise des diplômes à la prestigieuse université catholique de Notre-Dame.

Fuentes soutient ardemment Donald Trump et se promène, avec un goût assumé de la provocation, dans les rues de Boston avec sa casquette au célèbre slogan «Make America Great Again».

Cela lui vaut d'être traité en «paria», d'être «harcelé sur les réseaux sociaux», de se faire insulter et même parfois «menacer de mort», raconte-t-il.

Il aurait pu choisir une université chrétienne conservatrice, où «tout le monde serait d'accord avec moi». Mais «où serait l'intérêt?» demande ce polémiste en herbe.

Jonglant avec brio avec actualités et référé-

rences historiques, il s'est trouvé une audience en enregistrant toute l'année, depuis sa petite chambre d'étudiant une émission reprise sur Right Side Broadcasting Network, une chaîne conservatrice sur Youtube.

Mais malgré leurs efforts, les deux étudiants ne pensent pas pouvoir changer substantiellement l'équilibre conservateurs-démocrates sur les campus.

Même Sterling Beard, de Campus Reform, n'attend «pas de changement à court terme».

## 'Apprendre' de Trump

Pourtant Marie Danziger, professeure depuis trente ans à l'école Kennedy de Harvard, célèbre pour avoir formé de nombreux dirigeants américains, estime que même si étudiants et professeurs conservateurs restent minoritaires, les idées conservatrices gagnent indéniablement du terrain.

Alors qu'autrefois, ils étaient souvent «idéalistes», prêts à parfaire leur formation en allant travailler pour des ONG en Afrique, par exemple, «aujourd'hui, nos étudiants sont bien plus à l'aise avec ce que nous appelons une mentalité conservatrice, promonde des affaires», dit-elle.

Une montée du conservatisme alimentée aussi par le nombre croissant, parmi les étudiants, de militaires et d'étrangers venus de pays où l'économie passe avant les droits de l'Homme, comme la Chine, la Russie ou Singapour, explique-t-elle.

«L'autre grand changement», selon cette professeure qui enseigne l'art de la persuasion, est que ses étudiants «se rendent compte que nous faisons partie de ce «un pour cent» de privilégiés honnis par beaucoup de ceux qu'ils auront à diriger à l'avenir. Ce qui signifie qu'il va falloir mettre une sourdine à notre éducation supérieure ou à nos penchants gauchistes».

«Beaucoup ont été impressionnés par la façon dont (Trump) a surpris tout le monde en se faisant élire. Du coup mes étudiants s'interrogent: «que pouvons-nous apprendre de Trump que nous puissions utiliser de façon acceptable, moralement et s'en tenant aux faits?» C'est avec ce problème que je vais ouvrir mon cours en septembre!» avance-t-elle.

AFP

## Il y a eu des «contacts» entre Russes et proches de Trump selon la CIA

■ L'ex-directeur de la CIA a affirmé mardi à Washington s'être inquiété de l'existence de «contacts» en 2016 entre des responsables russes et l'équipe de campagne de Donald Trump, Moscou s'étant finalement rendu coupable d'une «virulente ingérence» dans la présidentielle.

«On m'a présenté des informations et des renseignements qui révélaient des contacts et des interactions entre des responsables russes et des personnes américaines impliquées dans l'équipe de campagne de Trump», a déclaré John Brennan.

«Cela m'a préoccupé car on connaît les tentatives russes pour s'acheter de tels individus», a-t-il poursuivi alors qu'il était interrogé par la commission du Renseignement de la Chambre des représentants.

«Tout le monde doit être bien conscient que la Russie a interféré effrontément dans notre processus électoral de la présidentielle 2016, et qu'elle l'a fait en dépit de nos fermes protestations et avertissements clairs de ne pas agir ainsi», a insisté M. Brennan.

L'ex-patron de la CIA de 2013 à janvier 2017 a ajouté qu'il avait clairement mis en garde Moscou contre toute interférence dans l'élection présidentielle américaine, mais que

la Russie avait choisi d'ignorer cet avertissement exprimé l'été dernier.

Concrètement, John Brennan a expliqué avoir téléphoné le 4 août 2016 au chef du FSB, les services secrets russes.

«Je lui ai dit que tous les Américains, quelles que fussent leur étiquette politique ou leur préférence pour l'élection, étaient attachés à leur faculté de choisir leurs dirigeants sans interférence. J'ai dit que les électeurs américains seraient outrés par toute ingérence dans l'élection», a relaté M. Brennan.

- Poutine informé de l'avertissement -

Selon lui son interlocuteur a, sans surprise, nié toute implication russe, en indiquant toutefois qu'il allait faire part au président Vladimir Poutine de l'avertissement américain.

John Brennan a répété que la CIA avait détecté en 2016 de possibles signes de collusion entre l'entourage de Donald Trump et les Russes, des soupçons qui font actuellement l'objet de trois enquêtes distinctes: deux par des parlementaires du Congrès et une par un procureur spécial nommé la semaine dernière.

«J'ai vu des informations et des renseignements qui appelaient une enquête du bureau pour déterminer si une telle coopération ou

collusion s'était produite», a déclaré l'ex-patron de la CIA.

Le président Trump dénonce avec véhémence ces accusations de collusion, se disant victime d'une chasse aux sorcières sans précédent.

Concernant les récents reproches faits au président américain d'avoir révélé à l'ambassadeur de Russie et au chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, des données confidentielles livrées par un pays allié, M. Brennan a estimé que, si ces affirmations publiées par la presse étaient avérées, alors M. Trump «aurait violé deux règles».

«La première, c'est que de telles informations classées secret défense ne doivent pas être partagées avec des ambassadeurs (...), la seconde est qu'avant de les partager avec des partenaires étrangers il faut s'assurer qu'on ne va pas en dévoiler la source et la méthode d'obtention», a-t-il souligné.

- Maison Blanche «confortée» -

Dans un communiqué mardi, la Maison Blanche s'est dite confortée par les déclarations de M. Brennan.

«L'audition de ce matin conforte ce que nous cessons d'affirmer: malgré un an d'enquête il n'y a toujours aucune preuve d'une

collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Trump, il n'y a toujours aucune preuve que le président ait compromis une source ou un partage de renseignement», a-t-elle assuré.

De son côté le coordonnateur du renseignement américain Dan Coats a refusé de dire mardi si Donald Trump lui avait demandé de l'aider à contrer l'enquête du FBI sur les liens de son équipe de campagne avec la Russie.

Le Washington Post a affirmé lundi que M. Trump avait demandé à Mike Rogers, le directeur de la NSA, et à M. Coats de nier publiquement qu'il existait des preuves de collusion entre son équipe et la Russie durant la campagne présidentielle.

«J'ai besoin de passer beaucoup de temps avec le président pour discuter de questions de sécurité nationale et de renseignement. (...) Nous avons discuté d'un grand nombre de sujets très régulièrement», a déclaré M. Coats. Mais «j'ai toujours pensé (...) qu'il n'était pas approprié pour moi de commenter publiquement» ces discussions, a-t-il dit à une autre commission parlementaire, celle-là du Sénat.

AFP

# Le Royaume-Uni en état d'alerte maximale, l'enquête se poursuit



**Des soldats se sont déployés mercredi sur des sites sensibles de Grande-Bretagne, où l'alerte terroriste a été portée à son niveau maximal à la suite de l'attentat suicide qui a fait 22 morts et 59 blessés lundi soir à la sortie d'un concert à Manchester.**

Invité mercredi matin sur la BBC, la ministre de l'Intérieur, Amber Rudd, a déclaré qu'il était probable que l'auteur de l'attaque n'avait pas agi seul. Elle a confirmé que Salman Abedi était connu des services de sécurité britanniques avant son passage à l'acte.

«Il semble probable, possible, qu'il n'a pas agi seul; les services de renseignement et la police remontent par conséquent leurs pistes afin d'obtenir toutes les informations dont ils ont besoin pour assurer notre sécurité», a-t-elle dit au micro de la BBC.

Le relèvement de l'état d'alerte des services de sécurité au niveau «critique», le degré maximal, a été annoncé tard mardi soir par Theresa May. C'est une première depuis juin 2007.

La Première ministre britannique, qui a suspendu la campagne en vue des élections législatives du 8 juin, a également ordonné le déploiement de l'armée pour sécuriser le pays. Des soldats pourront être appelés en renfort pour assurer la sécurité de rassemblements publics comme les concerts ou les événements sportifs.

Amber Rudd a précisé que ces renforts militaires seraient sous le commandement de la police. Jusqu'à 3.800 soldats pourraient être déployés, a-t-elle ajouté, pour alléger la charge des forces de poli-

ce et leur permettre de se consacrer à d'autres tâches.

## «UNE NOUVELLE ATTAQUE POURRAIT TRE IMMEDIATE»

Theresa May a souligné qu'il était impossible d'écarter à ce stade la possibilité qu'Abedi faisait partie d'un réseau.

«Cela signifie qu'ils estiment que non seulement une attaque demeure très probable mais qu'une nouvelle attaque pourrait être imminente», a-t-elle prévenu lors d'une allocution télévisée mardi soir après une nouvelle réunion avec les responsables des services de sécurité et de renseignement britanniques.

Mark Rowley, le patron de l'antiterrorisme, a expliqué que le relèvement de l'alerte à son niveau maximal avait été décidé «à titre de précaution» du fait de lacunes dans l'enquête en cours sur l'attentat.

«L'enquête se développe rapidement et nous disposons toujours de ressources considérables sur place. Relever le niveau d'alerte au degré critique nous aidera dans les opérations en cours», a commenté le chef adjoint de la police du Grand Manchester, Ian Pilling, dans un communiqué.

L'auteur de l'attentat suicide qui a fait 22 morts lundi soir à la sortie du concert d'Ariana Grande à la Manchester Arena a été identifié. Il s'appelait Salman Abedi et était né en 1994 à Manchester de parents libyens.

Selon des sources proches du renseignement américain, citant leurs homologues britanniques, il était rentré récemment d'un séjour en Libye.

Le renseignement britannique tente de vérifier la réalité de ce séjour et de déterminer s'il a pu à cette occasion entrer en contact avec des militants de l'organisation Etat islamique, qui a revendiqué mardi l'attentat.

Sur la BBC, Amber Rudd a dit «penser» qu'il était effectivement rentré récemment de Libye.

Son homologue français, Gérard Collomb, citant des informations obtenues de source britannique, a indiqué pour sa part qu'il était «sans doute» passé également par la Syrie.

## VINGT BLESSÉS DANS UN ÉTAT CRITIQUE

Des milliers de spectateurs, souvent très jeunes, assistaient lundi soir au concert d'Ariana Grande, très populaire auprès des enfants et des jeunes adolescents. Des mineurs sont au nombre des victimes de l'attaque la plus meurtrière commise sur le sol britannique depuis les attentats coordonnés de juillet 2005 contre les transports publics à Londres qui ont fait 52 morts.

Mardi soir, des milliers de Mancuniens se sont regroupés dans le centre de la ville pour leur rendre hommage et rejeter toute idéologie de haine. Une cérémonie, oecuménique, s'est déroulée en présence de représentants des communautés musulmane, chrétienne, juive et sikh de la ville.

«Ensemble, unis. Un acte de terrorisme ne pourra pas briser cela», a dit Daniel Liprott, homme d'affaires quadragénaire interrogé sur les sentiments que lui inspire cette veillée. A intervalles réguliers, le silence s'interrompt et la foule scandait «Manchester, Manchester».

L'identification des victimes s'est parallèlement poursuivie. Une petite fille de huit ans, deux adolescentes et un homme de 28 ans sont au nombre des personnes décédées, ainsi qu'un couple de Polonais venus récupérer leurs deux filles à la sortie du concert. Les deux enfants sont indemnes. A Paris, Gérard Collomb a déclaré qu'aucun Français ne figurait au nombre des victimes. Mercredi matin, selon les autorités médicales, vingt blessés se trouvaient toujours dans un état critique.

Reuters

## Ce que l'on sait sur l'auteur de l'attentat de Manchester

L'auteur de l'attentat suicide qui a fait 22 morts lundi soir à la sortie d'un concert à Manchester s'appelait Salman Abedi. Agé de 22 ans, il était né en 1994 à Manchester de parents libyens. Dès la mi-journée, mardi, Theresa May avait annoncé que les enquêteurs pensaient l'avoir identifié. Son identité a été dévoilée mardi en fin d'après-midi par le chef de la police de Manchester, Ian Hopkins.

Le Chief Constable n'a pas voulu en dire davantage. «Notre priorité, avec la police antiterroriste et nos partenaires des services de sécurité, est de continuer de déterminer s'il a agi seul ou dans le cadre d'un réseau plus large», a-t-il dit.

Mais des sources du renseignement américain, citant leurs homologues britanniques, ont précisé que Salman Abedi était né à Manchester en 1994.

Ses parents, originaires de Libye, avaient émigré à Londres avant de s'établir à Fallowfield, un quartier de la banlieue sud de Manchester, où ils ont vécu au moins dix ans. Theresa May a confirmé que le kamikaze de la Manchester Arena était né et avait grandi au Royaume-Uni.

La maison de Fallowfield où la famille a vécu a été perquisitionnée mardi. Selon des médias britanniques, son frère est l'homme de 23 ans dont la police a annoncé l'arrestation au cours d'une autre opération en relation avec l'enquête sur l'attentat. D'après le quotidien The Times, les enquêteurs pensent que Salman Abedi était rentré récemment d'un séjour en Libye. Le journal cite également un de ses amis. «Il est allé en Libye il y a trois semaines et en est revenu il y a quelques jours», dit-il.

Une source gouvernementale américaine précise que le renseignement britannique tente de vérifier la réalité de ce séjour et de déterminer s'il a pu à cette occasion entrer en contact avec des militants de l'organisation Etat islamique. Le groupe djihadiste a revendiqué mardi l'attentat de Manchester.

Salman Abedi était inscrit à l'université mancunienne de Salford. Toujours d'après The Times, il était connu des services britanniques de sécurité. Citant une connaissance de la famille Abedi, Abdalla Yousef, un porte-parole de la mosquée de Didsbury, dans la grande ville du nord de l'Angleterre, a rapporté que le père, la soeur et le reste de la famille du kamikaze étaient rentrés en Libye après la révolution de 2011. Il est possible, ajoute-t-il, que Salman Abedi et son frère aient alors multiplié les allers-retours entre le Royaume-Uni et la Libye.

Reuters

## La police tire sur des manifestants à Bahreïn, 5 morts

La police a ouvert le feu mardi à Bahreïn pour disperser des manifestants, faisant cinq morts et ravivant les tensions entre la dynastie sunnite et la population à majorité chiite dans ce pays du Golfe allié des Etats-Unis.

Cette opération de sécurité, qui a fait également des dizaines de blessés, a permis selon les autorités de démanteler un sit-in observé depuis des mois dans un village chiite.

Elle est survenue après une rencontre à Ryad dimanche entre le roi de Bahreïn, Hamad ben Issa Al Khalifa, et le président américain Donald Trump.

Siège de la Ve flotte américaine, le petit royaume de Bahreïn est secoué par des manifestations ou accrochages sporadiques depuis la répression en 2011 d'un mouvement de contestation animé par la majorité chiite, qui réclame une véritable monarchie constitutionnelle.

Le sit-in organisé dans le village de Diraz, près de la capitale Manama, était observé par les partisans du chef spirituel des chiites, cheikh Issa Qassem, un critique du régime qui a été condamné à un an de prison avec sursis pour collecte illégale de fonds et blanchiment d'argent.

Le ministère bahreïni de l'Intérieur a expliqué que le lieu du sit-in était «devenu un refuge pour des personnes recherchées pour des questions de sécurité et fuyant la justice».

Durant l'opération, «cinq décès ont été enregistrés dans les rangs des hors-la-loi» et huit personnes ont été blessées, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Dix-neuf membres des forces de l'ordre ont été blessés, a-t-il ajouté.

Le Bahrain Institute for Rights and Democracy (Bird), une ONG en Grande-Bretagne, avait fait état de la mort d'un manifestant pacifique dans la répression» du sit-in. Selon des témoins, des dizaines d'autres ont été blessés.

Des photos diffusées sur Twitter par des groupes d'opposition montrent des manifestations organisées, selon eux, dans des villages chiites voisins en représailles à la répression à Diraz. A Washington, un responsable du département d'Etat a fait part, auprès de l'AFP, de la «préoccupation» des Etats-Unis et il a «appelé toutes les parties à la retenue».

D'après Amnesty International, un manifestant décédé, Mohamed Zeineddine, 39 ans, a été atteint à la tête par des tirs de chevrotine, les forces de sécurité ont blessé plusieurs centaines de personnes et en ont arrêté 280. L'association a appelé à une enquête indépendante sur l'usage «excessif de la force» contre des manifestants qu'elle a qualifiés de pacifiques. La police a procédé à «l'arrestation de 286 personnes recherchées, des évadés de prison ou des condamnés pour terrorisme», a indiqué de son côté le ministère de l'Intérieur.

Les forces de sécurité ont fait usage de bombes lacrymogènes et tiré à la chevrotine contre les protestataires qui leur lançaient des pierres et des cocktails Molotov, selon des témoins.

Des partisans de cheikh Issa Qassem tenaient un sit-in permanent depuis que ce dernier a été déchu de la nationalité bahreïnie en juin 2016. Il avait été alors accusé par les autorités d'avoir «abusé de sa position pour servir des intérêts étrangers (...) et incité au sectarisme et à la violence».

AFP

Un revers pour la Russie

# Le Monténégro intègre l'Otan

**"Ils perdent l'occasion de déguster les meilleurs vins": l'embargo russe sur les vins de son pays en riposte à l'adhésion à l'Otan, laisse froid le Premier ministre du Monténégro, Dusko Markovic.**

Vendredi à Bruxelles, il sera à la table des dirigeants au sommet de l'Alliance. Quelques jours plus tard, le Monténégro devrait devenir officiellement le 29<sup>ème</sup> membre sans que cela ne suscite jusqu'à présent le chaos redouté à Podgorica.

En 2015, l'annonce de l'adhésion de ce pays de 600.000 habitants majoritairement slaves et orthodoxes, avait entraîné des manifestations émaillées de violence, organisées par l'opposition pro-russe. Comme les négociations avec l'Union européenne, cet arrangement à l'Occident a été imposé par l'ancien Premier ministre Milo Djukanovic, maître du Monténégro de 1991 à fin 2016, quand il a passé la main à Dusko Markovic.

«La valeur militaire (du Monténégro): zéro», a relativisé sur Twitter le sénateur russe Alexei Pouchkov. Mais selon Srdjan Vucetic du Centre for International Policy studies, cet événement revêt une «importance politique et



stratégique considérable». «Du point de vue du Kremlin, tout gain de l'OTAN est une perte pour la Russie», poursuit le géopoliticien.

Avec le Monténégro, l'Alliance contrôle l'ensemble des côtes adriatiques. La présence de ses troupes au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine, rappelle qu'elle «reste prête à intervenir si des conflits armés devaient ressurgir» dans les Balkans, selon Janusz Bugajski, du Center for European Policy Analysis (CEPA), un «think tank» américain.

L'Otan domine la région. Seules la Macédoine et la Serbie gardent leur distance, même si la première est formellement candidate, un processus bloqué depuis

2008.

## Un mystérieux complot

Fin avril, quand il est devenu clair que l'élection de Donald Trump ne changerait rien à l'adhésion monténégrine, la diplomatie russe a annoncé sa volonté de «défendre (ses) intérêts».

Mais le parti prorusse du Front démocratique (FD), principale force d'opposition, est affaibli par l'inculpation de ses leaders, Andrija Mandic et Milan Knezevic, dans une enquête sur un coup d'Etat qui aurait été déjoué en octobre. Selon la thèse officielle, avec l'aide d'«organes d'Etat russes», les comploteurs auraient voulu faire pièce à l'intégration à l'Otan, renverser Milo Djukanovic, voire l'assassiner. «Montage», «procès politique», rétorquent les intéressés

qui relèvent les mystères persistants de ce putsch supposé.

Jamais la justice n'a expliqué comment elle avait eu vent du projet, déjoué juste avant des législatives remportées de justesse par le pouvoir. La défense d'une partie des 23 inculpés, dont une majorité de Serbes russophiles, note que la police n'a pas produit d'armement susceptible d'être utilisé.

Pourtant, de nombreux détails ont été diffusés aux médias occidentaux «enclins à prendre pour argent comptant la version des événements» de Podgorica, selon le rédacteur en chef du réseau de journalistes, Balkan Investigative Reporting Network (BIRN), Marcus Tanner. Moscou a bloqué en avril l'importation de vins monténégrins, soit un manque à gagner d'1,7 millions d'euros sur les quelque 2,5

millions exportés vers la Russie.

Des sommes dérisoires face aux quelque 450 millions d'euros que pèse le commerce extérieur, où l'UE se taille la part du lion. Le Monténégro s'est associé en 2015 aux sanctions économiques contre Moscou.

## 'Pas de russophobie'

«Nous ne dépendons pas de la Russie ou de la Serbie. Nous suivons notre chemin vers l'UE et l'Otan, que cela leurs plaise ou non», dit Dragan Petrovic, économiste, 45 ans.

Le tourisme, secteur crucial, semble plus délicat: un visiteur sur trois est russe, selon l'office monténégrin des statistiques. En avril, Moscou a dénoncé «une hausse de l'hystérie antirusse» au Monténégro. Mais en 2016, alors que la crise était dans sa phase aiguë, 317.000 Russes sont venus, soit une hausse de 4% par rapport à 2015, selon l'Organisation monténégrine du tourisme. Et les réservations russes pour l'été sont en hausse de 2 à 3%. «Il n'y a pas eu et il n'y a pas de russophobie», insiste Oleg Tretyakov, avocat de 45 ans, installé au Monténégro comme 12.000 compatriotes. Les Russes y détiennent quelque 70.000 biens immobiliers, y ont injecté 52 millions d'euros en 2016.

Pour Marat Gelman, galeriste hostile à Vladimir Poutine installé au Monténégro, ces Russes veulent «de la stabilité» pour leurs affaires. Si elle a la couleur de l'Otan, peu leur chaut, assure-t-il.

AFP

## Philippines

### Plusieurs otages, dont un prêtre, aux mains d'islamistes

Des islamistes combattant les forces de sécurité dans le sud des Philippines ont pris plusieurs personnes en otages, dont un prêtre, a annoncé mercredi l'Eglise catholique alors que le président Rodrigo Duterte a déclaré la loi martiale dans la région.

Le père Chito Suganob et d'autres personnes qui se trouvaient dans une cathédrale ont été «pris en otages» par des membres du «groupe combattant Maute», a déclaré dans un communiqué le président de la Conférence des évêques des Philippines Socrates Villegas.

«Ils ont menacé de tuer les otages si les forces gouvernementales lancées contre eux n'étaient pas rappelées».

M. Duterte a décrété la loi martiale mardi soir dans la région méridionale de Mindanao, où vivent environ 20 millions de personnes, lorsque des combattants ayant prêté serment à l'organisation jihadiste Etat islamique (EI) ont saccagé la localité de Marawi. Des affrontements meurtriers les ont opposés aux forces de sécurité.

Les combats de Marawi, ville en grande majorité musulmane de 200.000 habitants, ont éclaté après un raid des forces de sécurité contre une maison qu'elles pensaient être une cache d'Isnilon Hapilon, considéré comme le chef de l'EI aux Philippines.

Les Etats-Unis considèrent Isnilon Hapilon comme l'un des terroristes les plus dangereux au monde et ont mis sa tête à prix cinq millions de dollars. Hapilon est également un des leaders d'Abou Sayyaf, groupe islamiste spécialisé dans les enlèvements crapuleux.

En réaction, une centaine de combattants armés ont incendié des bâtiments et mené diverses opérations de diversion, d'après le ministre de la Défense Delfin Lorenzana.

Sur des photographies postées sur les réseaux sociaux par des habitants, on voit des hommes armés déambuler dans les rues de Marawi et y hisser des drapeaux noirs semblables à ceux de l'EI.

D'après les spécialistes des questions de sécurité, Isnilon Hapilon s'efforce d'unifier les groupes philippins qui ont prêté allégeance à l'EI.

Parmi eux, le groupe Maute, établi près de Marawi. Maute a livré ces 12 derniers mois des combats meurtriers contre l'armée.

«Nous appelons le groupe Maute qui prétend porter les armes au nom d'un Dieu miséricordieux et bienveillant — le Dieu même que nous chrétiens vénérons et adorons — à faire véritablement honneur au Dieu unique par la miséricorde et la bienveillance», ajoute Socrates Villegas. «Au moment de sa capture, le père Chito exerçait son ministère. Ce n'est pas un combattant. Il ne portait pas les armes. Il ne menaçait personne. Sa capture et celle de ses compagnons violent toutes les normes d'un conflit civilisé». La police et l'armée n'étaient pas joignables dans l'immédiat.

AFP

## Venezuela

### Maduro lance le processus critiqué d'assemblée constituante

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a lancé mardi son processus d'assemblée constituante malgré le refus de l'opposition qui y voit un moyen de confisquer le pouvoir, alors que 55 personnes sont mortes en deux mois de manifestations.

Devant des milliers de sympathisants arborant T-shirts et casquettes rouges, le chef de l'Etat socialiste a signé le décret fixant les modalités d'élection des 540 membres de cette assemblée appelée à rédiger une nouvelle Constitution.

Quelques heures plus tard, la présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena, a annoncé à la télévision que l'élection de l'assemblée constituante devrait avoir lieu «à la fin du mois de juillet».

Elle a aussi annoncé pour le 10 décembre les élections des gouverneurs, qui auraient dû avoir lieu en décembre 2016, et les élections municipales.

Pour l'opposition, le recours à une assemblée constituante «populaire», selon le terme de M. Maduro, est une manœuvre du président pour façonner une Constitution «à son image».

«Le peuple vénézuélien ne veut pas une fraude constituante

maduriste, nous ne l'acceptons pas», a écrit sur Twitter l'un des principaux dirigeants de l'opposition, Henrique Capriles, ancien candidat à la présidence.

En outre, l'assemblée constituante siègera dans l'hémicycle du Parlement, seule institution contrôlée par l'opposition depuis sa large victoire aux élections législatives de fin 2015. Ce qui revient de fait à déloger les actuels députés, dont le sort n'a pas été précisé.

Dans une déclaration, le parlement a dénoncé comme «frauduleuse» la convocation d'une assemblée constituante.

«Ce n'est rien d'autre que la continuation du coup d'Etat contre la Constitution», a réagi plus tôt Julio Borges, président du Parlement.

Les anti-Maduro, qui dénoncent les tentatives du président de s'arroger les pleins pouvoirs, multiplient depuis le 1er avril les manifestations. Si ces rassemblements ont réuni presque chaque jour des milliers de personnes, ils ont aussi été marqués par des violences.

L'annonce mardi soir de la mort de deux manifestants a porté à 55 le nombre des personnes tuées en 53 jours de pro-

testations, au cours desquels un millier ont aussi été blessées.

Pour le président socialiste, élu jusqu'à fin 2018 mais dont sept Vénézuéliens sur dix rejettent le pouvoir selon les sondages, l'assemblée constituante est l'unique chemin «vers la paix». «Ca suffit, le fascisme», a lancé M. Maduro, accusant ses adversaires de fomenter la violence.

«Des élections, vite! Une constituante démocratique, pas de haine, de fascisme, de bandes armées qui pillent et volent», a-t-il déclaré.

Il a expliqué que 176 membres de cette assemblée seraient désignés par des groupes sociaux (syndicats, retraités, étudiants...) - que l'opposition accuse d'être sous sa coupe -, les autres 364 membres devant être élus selon un découpage par circonscriptions municipales.

C'est «une élection sur mesure, un processus conçu pour que le vote chaviste (du nom du défunt président Hugo Chavez, 1999-2013, ndlr) vaille plus que celui de l'opposition», a réagi sur Twitter l'analyste Eugenio Martinez.

AFP

Festival européen

# Diversification du programme, repli sur Alger

Le 18<sup>e</sup> Festival culturel européen, qui a pris fin hier, aura été marqué par une diversification de disciplines artistiques et activités proposées au public, mais aussi par un repli du nombre de villes accueillant les spectacles ainsi qu'une affluence moindre, comparativement aux éditions précédentes.



inauguré le 10 mai, ce festival se tient dans plusieurs salles de spectacles et autres établissements de la culture de la ville d'Alger et au Théâtre régional de Béjaïa qui a programmé de concerts.

Comme chaque année la programmation du festival a fait la part belle aux jeunes groupes et aux créations conceptuelles comme le ciné-concert «La symphonie d'une grande ville» du duo allemand Tronhaim ou encore le spectacle musical et récital de conte animé par l'ensemble italien Shulùq.

L'ethno-jazz était également à l'honneur avec les groupes Jungle By Night (Pays-Bas), Grand Morava Trio (République tchèque) ou encore Hejira (Royaume-Uni).

Le volet musical de cette manifestation annuelle très appréciée, s'est «éloigné (cette année) des musiques traditionnelles

et folkloriques» qui avait permis pendant des années au public algérien de découvrir les cultures européennes dans leurs expressions les plus authentiques, estiment des habitués de cet événement.

Outre la musique, cette 18<sup>e</sup> édition a également proposé deux expositions, l'une dédiée à l'histoire du design suédois et l'autre à l'écrivain espagnol Miguel De Cervantès dont le 4<sup>e</sup> centenaire de sa mort a été célébré en 2016.

Le cinéma n'était pas en reste, les organisateurs ayant élaboré un programme de projections cinématographiques, principalement à la filmothèque Mohamed Zinet.

## Engouement pour les ateliers

Lancé le 11 mai, un atelier de création dédié au processus de design collectif et dispensé par le studio suédois Design Lab

S, a connu une affluence considérable des étudiants et des enseignants de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger.

Le rendu de cette première expérience, qui rassemble une cinquantaine de participants, sera présenté au public à la clôture.

Axé sur les thèmes «La Méditerranée, barrière ou berceau ?», «Le sentiment algérien dans un monde globalisé» et «Qu'est-ce qu'être jeune en Algérie en 2017 ?», des ateliers d'écriture animés par l'écrivain français Pierre-Yves Roubet, ont connu, eux aussi, la participation d'un nombre considérable de jeunes habitués de ce genre de formations.

Si la 17<sup>e</sup> édition s'était déroulée dans les villes d'Alger, Constantine, Béjaïa, Tlemcen, Oran et Tiaret, l'édition 2017 s'est limitée à deux villes seulement pour des raisons de «logistique et d'équipement des

salles», justifient les organisateurs.

La France n'ayant pas participé au festival, pour la première fois depuis sa création en 2000, ce dernier n'a pu cette année exploiter les Instituts culturels français d'Oran, de Annaba et de Constantine.

La fréquentation du public, habituellement très élevée à chaque édition, aura été plus discrète pendant ce 8<sup>e</sup> festival qui n'a fait le plein qu'à la soirée d'ouverture, animée par Lemma Becharia et la musicienne française, Thérèse Henry, ainsi que pour le spectacle de fado portugais, très attendu par les mélomanes algériens.

K. O.

## Mettre la lumière sur les personnalités algériennes Le film *Benbadis*, un prélude

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé, mardi soir à Constantine, que le long métrage, *Benbadis*, était un prélude pour le cinéma algérien pour mettre la lumière sur d'autres personnalités algériennes.

Animant une conférence de presse, à l'issue de l'avant-première du film *Benbadis*, du réalisateur syrien Bassil Al-Khatib, le ministre a précisé «que le film réalisé avec un grand degré de professionnalisme ouvre la voie pour des productions cinématographiques qui contribuent grandement à l'enrichissement et à la valorisation de notre patrimoine culturel et historique».

Il a, à ce propos, ajouté que tous les moyens ont été mobilisés par l'Etat pour réussir le film en associant des équipes de professionnels dans les différentes étapes de réalisation de ce long métrage.

Affirmant que «la créativité est sans frontières et sans nationalité», le ministre a salué les efforts de tous les intervenants et a félicité le réalisateur «pour sa persévérance dans ce pertinent travail». M. Mihoubi a ajouté que la ville cinématographique d'El Achour, construite pour le tournage du film *Benbadis* et réalisée par «des professionnels qui ont mis tout leur savoir-faire», sera suivie par d'autres villes cinématographiques devant permettre aux réalisateurs, producteurs et professionnels du cinéma de créer et concrétiser leurs productions dans des conditions favorables qui répondent aux normes internationales. *Benbadis*, le long métrage de deux heures rend hommage au cheikh réformiste Abdelhamid Benbadis (1889-1940) et retrace les moments phares de sa vie, ses voyages en Orient et sa vision vis-à-vis du colonialisme français et son grand projet de société. Le film, réalisé à partir d'un scénario de l'écrivain Rabah Drif, et une musique de Salim Dada est à l'affiche depuis hier à la grande salle de l'Opéra d'Alger et aujourd'hui, au cinéma Maghreb d'Oran.

Le personnage de Benbadis est campé par le jeune acteur algérien Youcef Sehaïri qui a interprété également le rôle principal du film sur le colonel Lotfi.

Le long métrage sera diffusé à travers les wilayas par l'Office national de la culture et de l'information (Onci).

H. T.

Salon international des professionnels des patrimoines d'Arles

## Mihoubi visite le stand de l'Algérie

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a visité mardi le stand de l'Algérie au Salon international des professionnels des patrimoines (Sippa) qui se tient à Arles (France), a indiqué un communiqué du ministère. Accompagné du Consul général d'Algérie à Marseille, Boudjemaâ Rouibah, du maire d'Arles, Hervé Schiavetti, du député socialiste, Michel Vauzelle et de l'expert international algérien, Mounir Bouchenaki, M. Mihoubi a visité le stand de l'Algérie, invité d'honneur de cette édition. La participation de l'Algérie comme invité d'honneur «n'a pas uniquement pour objectif d'exposer ou de faire connaître le patrimoine culturel, mais vise

également à rechercher les solutions et les moyens d'intégrer le patrimoine culturel à la dynamique économique», a indiqué le ministre de la Culture dans son allocution. Après avoir appelé à la «promotion de la coopération bilatérale entre les institutions culturelles et l'échange entre les professionnels des deux pays», le ministre a mis en avant l'importance de «la qualification et de la formation des spécialistes et des professionnels dans la restauration des biens culturels», précise le communiqué. Pour sa part, le député Michel Vauzelle a salué «l'importance accordée par le gouvernement algérien à la protection du patrimoine culturel, et ses efforts pour la paix dans la

monde, la promotion du dialogue entre les civilisations, le rejet de la haine et la lutte contre la violence et le terrorisme». Le maire d'Arles a indiqué, quant à lui, que «la conjoncture actuelle est plus favorable pour renforcer la concertation et la coopération entre les deux pays».

Les experts de la délégation algérienne ont animé plusieurs conférences au cours desquelles ils ont exposé «les méthodes et les techniques utilisées dans la préservation du patrimoine culturel et la promotion de sa dimension économique». L'Algérie a été désignée invité d'honneur de la 3<sup>e</sup> édition du Sippa qui se tient à Arles du 22 au 24 mai 2017.

R. C.

«Le succès semble plus doux, à qui ne réussit jamais.»

Emily Dickinsons

«Prends garde au lendemain du succès !»

Titu Maiorescu

## Salma Hayek au bord des larmes en imaginant que sa fille aurait pu être au concert d'Ariana Grande

Alors qu'elle était présente au festival de Cannes, mardi 23 mai, l'actrice Salma Hayek a été questionnée sur son état d'esprit après l'attentat qui a eu lieu, lors du concert de la chanteuse Ariana Grande, à Manchester, faisant 22 morts et 119 blessés.

**S**alma Hayek n'a pas de mot pour qualifier l'attentat terroriste qui a eu lieu après le concert d'Ariana Grande. Présente sur le tapis rouge de Cannes, l'actrice de 50 ans a été interrogée sur son sentiment après cette tragédie. «Avez-vous un message pour les jeunes filles qui ont peur des attaques terroristes ?», lui a-t-on demandé. Bouleversée, la comédienne a seulement répondu «non» puis a développé : «Non, parce que je ne suis pas sûre de comment je me sens aujourd'hui. Je suis terrifié et je ne sais pas quoi dire à ma fille. Je ne vais pas prétendre que j'en ai fait une analyse et que je le vis très bien».

Très émue, au bord des larmes, elle s'est confiée sur son sentiment de maman. «Je suis encore émotionnellement touchée par ce qu'il vient d'arriver, Ariana Grande est la chanteuse préférée de ma fille, si ce concert avait été à Londres, ma fille y serait allée. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas dormi, donc est-ce que j'ai un message ? Non je n'ai pas pensé à ça, je ne vais pas inventer un truc», a-t-elle terminé. Des stars comme Céline Dion ou Katy Perry ont soutenu Ariana Grande dans cette épreuve et ont transmis leurs condoléances aux familles des victimes via les réseaux sociaux. La mère d'Ariana Grande, Joan Grande a aussi été salué sur Twitter pour son héroïsme lors de l'explosion. Dans la panique, la mère de 48 ans a gardé son sang froid et a aidé une dizaine de fans à se réfugier dans les couloirs.



BEAUTÉ

### Les bons gestes anticellulite

**MOUVEMENTS CIRCULAIRES ET AUTRES PALPÉS-ROULÉS**

- Massez-vous les jambes du bas vers le haut en exerçant de petites pressions afin de stimuler le retour veineux,

- Massez-vous le ventre dans le sens des aiguilles d'une montre avec la paume de la main en pratiquant des mouvements circulaires larges, mais soutenus,

- Massez-vous sur les fesses et hanches toniquement et pratiquez sur les zones à cellulite le palpé-roulé. Ce mouvement pratiqué en institut de beauté pétrit la graisse et en éclate les

cellules. Pincez la peau entre le pouce et l'index et faite la rouler sous vos doigts en remontant des cuisses jusqu'aux hanches.

**DIVERSIFIEZ VOTRE ALIMENTATION**

- Diminuez votre consommation de sucres et de graisses. L'organisme les élimine difficilement,

- Diminuez votre consommation d'aliments riches en lipides (le beurre et la viande rouge) ou en glucides (bonbons et gâteaux),

- Consommez des protéines (poissons et

œufs), des légumes verts et des fibres végétales, qui facilitent la digestion,

- Buvez beaucoup d'eau ( 1,5 litre par jour), de tisane et des bouillons de légumes.

**FAITES DU SPORT**

- Privilégiez les activités sportives qui sollicitent le corps tout entier (natation...)

BIEN-ÊTRE

#### CINQ HUILES ESSENTIELLES POUR RESTER ZEN

**La lavande**

Le parfum de lavande est un bon remède contre l'anxiété.

Appliquez quelques gouttes d'huile essentielle de lavande sur le plexus solaire pour bien vous détendre. Vous pouvez ajouter un peu d'huile essentielle de basilic pour intensifier le tout car le basilic a des propriétés relaxantes également.

**Le romarin**

Cette plante a la capacité de chasser les idées négatives de votre esprit. Quelques gouttes d'huile essentielle de romarin sous les oreilles et vous aurez soudainement l'impression de souffler et de respirer au grand air.

**La mandarine**

L'huile essentielle de mandarine est très efficace contre les angoisses et l'insomnie.

Son odeur vous calme rapidement.

Vous pouvez en appliquer à la naissance du cou pour un effet immédiat.

**L'ylang-ylang**

Originnaire de l'Asie du Sud-est, l'ylang-ylang est un arbre dont on utilise uniquement les fleurs en aromathérapie. L'huile essentielle d'ylang-ylang est un anxiolytique et un antidépres-

seur qui a fait ses preuves.

Vous pouvez en mettre quelques gouttes sur le plexus solaire pour vous détendre mais aussi l'utiliser en diffusion dans un brûleur. Autre possibilité : mettre quelques gouttes d'huile essentielle dans votre bain pour une détente complète.



### Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS ▶▶

Coupe de la Confédération africaine/MCA 2-CSS 1

## Club Africain Belkhiter buteur, le CA battu à Kampala

■ Après avoir battu la formation nigérienne du FC Rivers United (3-1) à Radès pour le compte de la première journée de la Coupe de la Confédération (Groupe A), le Club Africain s'est incliné pour sa seconde sortie en déplacement.

Le Club tunisien était reçu par le KCCA à Kampala cet après-midi. Le Club ougandais s'est imposé au Philip Omondi Stadium de Kampala (2-1). Les Tunisiens avaient pourtant ouvert la marque. De belle manière par Mokhtar Belkhiter. A la 18', l'international algérien avait trouvé la faille d'une belle frappe du droit des 25 mètres en pleine lucarne. Nsimbambi (45'+2) et Masiko (62') ont permis au KCCA de renverser la vapeur et l'emporter (2-1). Au classement, le Club de Bab Jedid de Ibrahim Chenihi et Mokhtar Belkhiter occupe provisoirement la 3e place du Groupe A.

## Belgique Touba prolonge à Bruges

■ Le latéral gauche belgo-algérien du Club de Bruges, Ahmed Touba a prolongé le contrat qui le lie aux Blauw en Zwart. Le jeune joueur apparu à douze reprises dans le groupe brugeois, a disputé 5 matches de Pro League (3 titularisations).

Ahmed Touba, 19 ans, a posé sa signature sur un nouveau contrat avec le Club Bruges. Il est désormais lié au stade Jan Breydel jusqu'en juin 2021, a confirmé mardi le site du club.

Le défenseur gaucher d'origine algérienne joue depuis 2015 au Club. Il a débuté en équipe première lors des play-offs 1 face à son ancienne équipe Zulte Waregem. Michel Preud'homme l'a titularisé à trois reprises et fait monter au jeu dans deux autres rencontres. Touba, international belge U19, a réagi: «C'est la récompense de mon dur labeur et un signe de la confiance du Club. Je vais tout faire pour me montrer la saison prochaine auprès du coach et saisir ma chance.»

# Le Doyen remporte le derby et prend la première place



**A**yant réussi le match nul à Rustenburg face aux Sud-Africains du Platinum Stars en ouverture du Groupe B de la Coupe de la Confédération, le MC Alger a pu décrocher sa première victoire dans la phase de poules avant-hier soir. Les Algériens sont venus à bout d'une coriace équipe tunisienne du CS Sfaxien, au Stade du 5-Juillet. Certes, la mission n'a pas été facile pour les gars du Doyen des clubs algériens, et cela est tout à fait normal eu égard au standing de l'adversaire qui avait décroché ce trophée à quatre reprises dans un passé récent et qui fait donc office de grand favori pour cette édition aussi. Le Mouloudia a ouvert le score avant la demi-heure de

jeu. Sur une merveille de centre de qualité de Walid Derrardja, Hichem Nekkache reprend le ballon sans contrôle. Celui-ci passe entre les jambes de Rami Jridi (25'). Ce but a enflammé le temple du 5 juillet qui a connu une affluence des grands jours et qui était bien garni à l'occasion de cette affiche maghrébine. Ne baissant pas les bras, les Tunisiens vont profiter d'une série d'erreurs défensives du MCA pour égaliser. Karim Aouadhi réceptionne un ballon à l'extérieur de la surface de réparation. Son envoi rebondissant trompe Fawzi Chaouchi, pour l'égalisation (42').

Le but de la victoire interviendra des pieds du défenseur-buteur, le latéral droit international Abderrahmane Hachoud

frappe de loin - comme à son habitude - et bat pour la seconde fois le portier tunisien Jridi (66'). C'était la délivrance dans les travées du stade du 5 juillet, surtout que bon nombres de fans commençaient à perdre patience et ne croyaient pas tellement à un retour des leurs.

Bien que réduit à dix, le club tunisien demeurera dangereux, mais le score n'évoluera plus et le Mouloudia d'Alger s'impose (2-1) et s'empare seul de la tête du Groupe B avec 4 points, devant son adversaire du soir. Le Doyen devra bien savourer ce succès avant de se retremper encore une fois dans l'ambiance de la Ligue I et son derby prévu face au CRB pour ce samedi.

Imad M.

## Ligue I Mobilis/Mise à jour L'USMH à l'épreuve du CSC

■ La formation de l'USMH El Harrach sera à l'épreuve demain après-midi de la formation du CS Constantine qu'elle affronte à domicile pour le compte d'un match en retard de la 27e journée de la Ligue I Mobilis. Il faut savoir que ce match avait été ajourné après que les Sanafirs étaient dans l'obligation de disputer d'abord leur match en retard face au Mouloudia d'Alger la semaine dernière et qui s'était soldée par une courte victoire des Constantinois. Les gars de la ville de Cirta qui ne sont pas encore tirés d'affaire et qui demeurent toujours menacés de relégation se doivent de revenir avec un résultat probant pour espérer garder ses chances pour le maintien. Les Vert et Noir se déplaceront donc en conquérants et feront tout ce qui est de leur possible pour prendre au moins le point du nul. Les poulains de Amrani qui ont soufflés après la victoire face aux Mouloudéens estiment qu'ils sont capables de réaliser un autre exploit au stade du 1er novembre d'El Harrach et souhaitent donc être dans leur jour. Toutefois, il faut savoir que la formation banlieusarde n'est pas vraiment à l'abri de toute surprise et se doit donc de décrocher les trois points pour se mettre complètement à l'abri. Même avec la crise aigue qu'ils vivent, avec la lutte entre Mana et Laïb pour le poste de président et surtout le départ du coach Charef, les Harrachis restent quand même déterminés à remporter les trois points du succès qu'ils souhaitent les dédier à leurs fidèles supporters qui n'ont pas délaissé leur équipe malgré cette mauvaise passe et ont été toujours derrière les joueurs et c'est ce qui explique que ces derniers le leur rendent bien avec ces derniers résultats.

I. M.

Equipe nationale

## Alcaraz boucle sa tournée européenne, 17 joueurs rencontrés

**L**e nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de football l'Espagnol, Lucas Alcaraz, a bouclé dimanche dernier sa tournée européenne où il a eu à rencontrer 17 joueurs et à assister à plusieurs matchs de différents championnats, a annoncé mardi la fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

La tournée du technicien andalou, entamée le 13 mai, a pris fin au Portugal où il a assisté au match Moreirense-FC Porto afin de superviser Yacine Brahimi, précise la même source.

Lors de sa tournée, l'ancien entraîneur du FC Grenade (Liga espagnole) a rencontré dix joueurs en France et deux en Belgique. Il n'a pas eu l'occasion de discuter avec trois joueurs: Ishak Belfodil (Standard de Liège/Belgique), Ryad Boudebouz (Montpellier/France) et Walid Meslouh (FC Lorient/France).

Belfodil, qui avait un rendez-vous avec le médecin après son opération au nez, Boudebouz qui devait effectuer des soins et qui a proposé de se déplacer à Paris le lendemain du rendez-vous initial et Meslouh qui devait être mis au vert avec Lorient pour préparer le dernier match de championnat, ont tous été excusés par le sélectionneur. «Alcaraz s'est montré compréhensif avec les trois joueurs et leur a donné rendez-vous en juin pour ceux qui seront convoqués», précise la même source. «Dans l'impossibilité de rencontrer tous les joueurs de la sélection avant le prochain stage, Alcaraz et le manager de la sélection Hakim Medane prendront le soin d'appeler le reste des joueurs par téléphone pour leur expliquer le projet et les attentes du nouveau coach», selon la FAF. En moins d'une

semaine, le sélectionneur national a pu rencontrer et discuter avec pas moins de 17 joueurs de l'équipe nationale et suivre les matchs suivants: Leganès-Bétis en Espagne, Schalke 04-Hambourg SV en Allemagne, Caen-Rennes en France, Leicester-Tottenham en Angleterre et Moreirense-FC Porto au Portugal. Lucas Alcaraz (50 ans), signataire d'un contrat de deux ans, a succédé au Belge Georges Leekens, démissionnaire à l'issue de l'élimination de la sélection algérienne dès le premier tour de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon.

Le nouveau président de la FAF Kheireddine Zetchi a assigné à l'ancien entraîneur de Grenade l'objectif principal de mener les Verts à la CAN-2019 au Cameroun et d'atteindre les demi-finales de l'épreuve.

Tennis/Classement mondial "juniors"

## Un bond de 42 places pour l'Algérien Bendjamaâ

■ Le jeune tennisman algérien Karim Bendjamaâ s'est hissé au 576e rang mondial «juniors», après un bond spectaculaire de 42 places dans le nouveau classement de la catégorie, dévoilé par la Fédération internationale de tennis (ITF). Le jeune international de 17 ans devient ainsi le deuxième meilleur algérien

dans ce classement mondial «juniors», derrière Youcef Rihane, qui lui pointe au 308e rang, malgré la perte de trois places dans la dernière publication de l'ITF. De son côté, Karim Sahtali, le troisième meilleur algérien dans ce classement mondial «juniors» a perdu 14 places et recule au 712e rang. Chez les filles, et même si

depuis un an elle se consacre presque entièrement à la WTA, la championne d'Afrique 2015 Inès Ibbou est toujours en tête des meilleures algériennes, en pointant au 556e rang. La sociétaire de l'Académie sportive de Valence (Espagne) a perdu 12 places dans le nouveau classement ITF, mais elle reste devant

l'Oranaise Lynda Benkaddour (2e), ayant régressé au 659e rang mondial, après une perte de 15 places dans le nouveau classement ITF. Le podium des meilleures juniors algériennes est complété par Houria Boukholda, qui pointe au 1097e rang mondial, après la perte de 14 places.

Pour l'évaluation du marché énergétique

## L'Algérie propose la mise en place d'un comité Opep-non Opep

L'Algérie propose la mise en place d'un comité Opep-non Opep d'évaluation du marché énergétique afin de renforcer la coordination entre les pays producteurs, a indiqué, hier à Vienne, le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, dans une déclaration à la presse.

La mission d'un tel comité, s'il venait à être créé, sera plus large que celle du comité ministériel de suivi de l'accord Opep-non Opep chargé uniquement d'examiner le niveau du respect des engagements des pays producteurs, a expliqué M. Boutarfa qui se trouve dans la capitale autrichienne pour prendre part à la réunion du haut comité de monitoring conjoint Opep et non Opep, ainsi qu'à la 172<sup>ème</sup> conférence ministérielle de l'Opep et à la conférence ministérielle Opep et non Opep.

«Nous avons besoin d'évaluer le marché de manière plus globale et regarder l'impact de toutes les offres d'énergies notamment les renouvelables ainsi que le gaz et le pétrole de schiste, afin de pouvoir discuter entre producteurs et voir quelles mesures peuvent être raisonnablement prises», a-t-il soutenu.

M. Boutarfa a souligné, à ce propos, que plusieurs pays, notamment la Russie et l'Arabie saoudite, voyaient la proposition algérienne «d'un bon œil» et la trouvaient «intéressante». Concernant l'accord de réduction de la production signé en décembre dernier à Vienne par les pays Opep et non Opep, le ministre a constaté qu'il avait commencé à influencer le marché physique mais devrait continuer au-delà de décembre 2017 pour atteindre pleinement ses objectifs.

«Les résultats de l'accord ont mis du temps. L'augmentation des prix sur les trois premiers mois de 2017 s'explique plus par l'effet psychologique de l'accord que par un effet réel du marché. Les fondamentaux du marché n'ont pas vraiment été modifiés durant ces mois, mais maintenant oui, le marché physique commence à répondre», a-t-il soutenu.

Selon le ministre, l'impact de l'accord va être ressenti davantage, au regard des indices hebdomadaires des stocks pétroliers qui ont nettement chuté ainsi que de l'augmentation de la demande attendue sur les mois prochains.

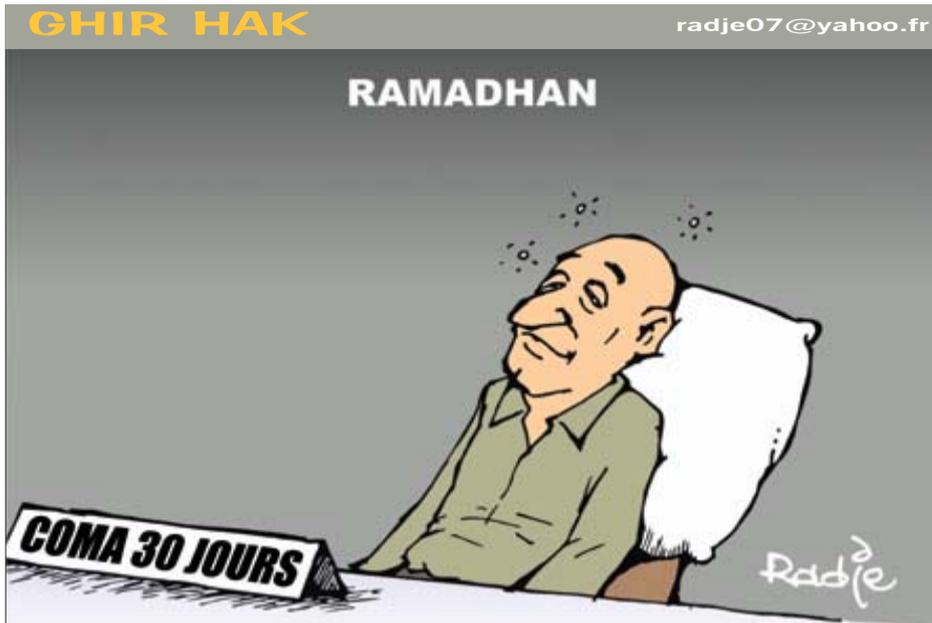
Cette tendance s'explique notamment par le niveau «appréciable» du respect des engagements des pays concernés par cet accord, en vigueur depuis janvier 2017, et qui a atteint 92% par les producteurs hors Opep et 100% par les producteurs Opep. «C'est un résultat très positif», s'est-il réjoui, en rappelant que «certains croyaient que l'accord n'allait pas être respecté».

L'objectif visé «immédiatement» est de maintenir les cours de pétrole entre 50 et 60 dollars, a fait valoir M. Boutarfa, en expliquant qu'en Algérie, «nous avons toujours dit qu'avec cette (fourchette des cours), on serait heureux. On verra par la suite comment va évoluer le pétrole de schiste».

«Le marché attend aujourd'hui à ce qu'Éon aille au-delà de décembre 2017», a-t-il avancé en mettant en exergue la nécessité pour les pays producteurs d'être «pragmatiques, dynamiques, proactifs, plus à l'écoute du marché et de s'adapter très rapidement».

Et c'est dans ce sens que l'Algérie propose la mise en place d'un comité Opep-non Opep d'évaluation du marché énergétique afin de renforcer la coordination entre les pays producteurs.

R. Y.



Ouargla

## Lourdes peines à l'encontre de narcotrafiquants



**D**es peines allant de 12 ans de prison ferme à la réclusion à perpétuité ont été prononcées hier par le tribunal criminel près la cour de Ouargla à l'encontre de cinq narcotrafiquants.

La peine de prison à vie a été prononcée à l'encontre de M.K (60 ans) principal mis en cause dans cette affaire pour chargement et transport en transit illicites de produits stupéfiants, dans le cadre d'une bande criminelle organisée, en plus de la mise en circulation d'un véhicule non conforme à la réglementation.

Siégeant en deuxième session de l'année 2017, la même juridiction a infligé

aussi dans cette affaire, une peine de 12 années de prison ferme à l'encontre de deux individus (A.B et M.Y.K) et en a acquitté trois autres (Y.K, W.K et L.K).

Par contre, deux peines à perpétuité ont été prononcées par contumace à l'encontre de M.A.B et R.T, actuellement en fuite. L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi, à l'année 2016 suite à l'exploitation d'informations de la police judiciaire de la 4<sup>ème</sup> Région militaire (Ouargla) concernant l'acheminement d'une importante quantité de drogue (kif traité) à bord d'un véhicule touristique en provenance de Maghnia (ouest du pays) à destination de la

Libye, via Ouargla.

Les investigations ont permis d'appréhender le principal mis en cause (M.K) originaire de la wilaya de Constantine dans un café du centre-ville de Ouargla, en compagnie de son fils (Y.K) et d'un troisième individu (A.B), et de déceler une quantité de 96 kg de kif traité à bord du véhicule suspecté.

Le principal accusé, qui est passé aux aveux et a reconnu avoir déjà été impliqué dans des affaires similaires, a avoué ses liens avec un ressortissant marocain auprès duquel il s'approvisionne en grandes quantités de drogue qu'il achemine vers différentes destinations.

L'enquête a permis aussi d'identifier, grâce au relevé des communications téléphoniques, ses comparses narcotrafiquants.

Le représentant du ministère public avait requis la peine à perpétuité pour l'ensemble des membres de cette bande organisée, au regard de la gravité des faits qui leurs sont reprochés.

T. L.

Transport urbain

## L'Etusa établit un aménagement horaire pour le Ramadhan

**L'**Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a établi un aménagement horaire durant le Ramadhan afin de permettre à ses voyageurs de se déplacer sur l'ensemble du réseau de la capitale habituellement desservi avec un service de nuit spécial, a-t-elle indiqué hier dans un communiqué.

Les banlieues est, ouest et sud de la capitale, à savoir les secteurs de Dergana, Zéralda et Hamadi, seront également concernées par ce programme par des autobus affrétés, ajoute la même source.

Pendant les jours ouvrables (de dimanche à jeudi), le réseau bus de l'Etusa couvrira un total de 90 lignes régulières dont 25 du réseau affrètement. Ainsi, le service jour est programmé sur une plage horaire avec un premier départ à 5h30 et le dernier départ à 19h05.

Les lignes en exploitation pour ce service seront en nombre de 90 et assurées par 265 brigades. Quant au service de nuit, le premier départ après la rupture du jeûne (Iftar) est pro-

gramme à 21h tandis que le dernier départ est prévu à 2h00 du matin.

Les lignes en exploitation pour ce service seront au nombre de 93 et assurées par 271 brigades du soir.

Durant le week-end (vendredi et samedi), le réseau sera renforcé par trois autres lignes qui seront réajustées en fonction des besoins du trafic réel, fait savoir ce transporteur public urbain d'Alger.

Par ailleurs, l'Etusa indique qu'en plus de ses propres bus (153 bus pour le matin et 159 autres pour le soir) qui desserviront 65 lignes régulières, elle mobilisera des bus affrétés à raison de 112 pour le matin et 112 autres pour le soir (desservant 25 lignes régulières). Concernant la ligne Sidi Abdellah-Place du 1<sup>er</sup> mai (Aïssat Idir), elle sera mise en service à partir de la deuxième quinzaine du mois de Ramadhan. Le programme horaire des différentes lignes du réseau sera affiché au niveau de toutes les stations.

K. T.

## ACTU...

Port de Skikda

### Tentative d'introduction de cartouches pour fusil de chasse

La direction des Douanes a annoncé hier la mise en échec d'une tentative d'introduction de psychotropes, de cartouches pour fusil de chasse et de bombes lacrymogènes que des voyageurs tentaient d'introduire à bord du ferry *Tarek Ibn Ziad* au port de Skikda. La brigade de fouille des voyageurs relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes (IDD) de Skikda «a mis en échec la tentative d'introduction de 1 056 comprimés psychotropes, 120 sachets de psychotropes en poudre, 33 cartouches pour fusil de chasse et 20 bombes lacrymogènes», précise la même source.

Les produits saisis étaient «parfaitement dissimulés à l'intérieur d'un véhicule appartenant à des voyageurs provenant de France qui voulaient les faire passer à bord du ferry *Tarek Ibn Ziad*», selon les services des Douanes.

L. Y.

El Bayadh

### Arrestation d'un imposteur et son acolyte

Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El Bayadh ont arrêté dimanche un imposteur se faisant passer pour le directeur de l'habitat et son acolyte, a-t-on appris mardi de cette instance sécuritaire.

L'arrestation a eu lieu suite à un appel reçu sur le numéro vert 10-55 d'un citoyen faisant état de mouvements suspects de deux personnes au niveau de l'axe routier sud de la wilaya d'El Bayadh. Une enquête ouverte dans l'affaire a permis d'arrêter les deux suspects (50 et 42 ans) au niveau de la RN 47 dans la localité de Deghim relevant de la commune de Arbouat lors d'une embuscade dressée sur le territoire de la wilaya, selon la même source.

Les deux suspects ont été interceptés à bord d'un véhicule où des documents administratifs (cartes d'identité nationale et permis de conduire de 10 victimes d'imposture) ont été trouvés. Une procédure judiciaire a été engagée à leur rencontre, a-t-on ajouté.

R. N.

OMS

### Un Ethiopien élu nouveau DG

L'Ethiopien, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a été élu mardi nouveau directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'emportant au 3<sup>ème</sup> tour devant le Britannique David Nabarro. C'est la première fois qu'un Africain va diriger l'OMS, une des agences de l'ONU les plus puissantes. «C'est un jour historique pour l'Ethiopie et pour l'Afrique», s'est exclamé à l'issue du vote, l'ambassadeur éthiopien auprès de l'ONU à Genève, M. Negash Kibret.

Le nouveau chef de l'OMS, une des plus influentes agences des Nations unies dont le siège est à Genève, prendra le 1<sup>er</sup> juillet la succession du Dr Margaret Chan (Chine) qui a dirigé l'institution pendant 10 ans.

L'ex-ministre éthiopien de la Santé et chercheur renommé sur le paludisme, âgé de 52 ans, était arrivé déjà en tête du premier tour et du 2<sup>ème</sup> tour, mais n'avait pas obtenu la majorité des deux-tiers des voix requises. Son challenger, le Dr David Nabarro, 67 ans, a été envoyé spécial de l'ONU pour la lutte contre Ebola. Au 1<sup>er</sup> tour, trois candidats se sont affrontés, mais celui qui a obtenu le moins de voix a été éliminé. Il s'agissait de la cardiologue et ancienne ministre de la Santé pakistanaise, le Dr Sania Nishtar.

G. L.